

Critique Communiste

revue mensuelle

de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

n° 17

mars 83/12 fr.

Sommaire

Les grèves de l'automobile



Dossier

**La crise du système
de protection sociale**



Débat sur « Danton »
entretien avec **Daniel Guérin**



Marx vivant

Editorial

Les vraies questions

AU moment où ce numéro de *Critique communiste* est mis sous presse, un enjeu politique d'importance demeure incertain : les résultats des premier et deuxième tour des élections municipales. Que la droite atteigne ou non les objectifs qu'elle s'est fixé — s'affirmer majoritaire afin d'accentuer une offensive visant explicitement à tourner la page ouverte par le 10 mai —, les traits de la campagne électorale apparaissent clairement, malgré sa grisaille.

La direction du PS a entretenu l'illusion que ces élections ne pouvaient mettre en question le gouvernement : le respect de la Constitution voudrait que la gauche au pouvoir ait la durée pour elle. Ce qui l'a amenée à confier ses slogans à des professionnels de la publicité qui ont inventé les « Paris-Quilès, Paris-tendresse », ou « la gauche, c'est la bonne direction », combien mobilisateurs !

La « force tranquille » s'est muée en résignation teintée d'inquiétude, la perte de vingt ou trente villes importantes apparaissant à la direction du PS comme un résultat somme toute honorable !

Les dirigeants socialistes n'ont pu cependant ignorer les vociférations et les gesticulations d'un Chirac, ni les conjectures d'un Giscard autour des différents scénarios conduisant à un retour rapide de la droite aux affaires. Ils y ont répondu tardivement et faiblement en appelant à l'union pour battre la droite, mais en se gardant de toute mobilisation. Un refus de la mobilisation qui a conduit le PS à ménager Chirac, à s'abstenir de dénoncer les maquignonnages du maire de Paris, au moment même où *le Canard enchaîné* révélait que le dossier informatisé de l'OPHLM de Paris avait été mis au service du RPR ! PS et PC ont misé sur une réaction de méfiance de l'électorat à l'égard d'une droite qui étalait un peu trop vite ses appétits de revanche et vendait la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Comme frappés d'asthénie et de paralysie, ils s'en sont tenus là !

Pourquoi les partis ouvriers qui soutiennent le gouvernement se sont-ils refusés à mobiliser contre une droite revancharde et menaçante ? Il suffit, pour le comprendre, de se reporter à leur politique au gouvernement, qu'ils n'ont pu défendre devant les travailleurs que sous de piètres camouflages mensongers et embarrassés. D'autant que deux bombes ont éclaté sous les pieds de la majorité pendant la campagne électorale, qu'elle n'est pas parvenue à désamorcer.

Les déclarations combinées de Maire et Rocard tout d'abord, pour réclamer un « plan de rigueur ». Ces déclarations attestaient qu'un débat traverse le gouvernement sur l'opportunité d'un nouveau tour de vis, après les élections. Ces propos, annonciateurs d'une austérité aggravée, ne pouvaient servir que la droite. Et ses ténors surent immédiatement les utiliser, jusqu'à féliciter le leader de la CFDT pour son accès de « franchise » ! Mauroy s'efforça de nier l'existence d'un tel débat dans le gouvernement en présentant un tableau béatement rassurant de la situation économique et de l'action gouvernementale. Mais cette opération d'illusionniste ne peut résister longtemps à la réalité de la crise. Le débat est bien réel au gouvernement sur la dose d'austérité renforcée qu'il conviendrait d'injecter (voir à ce sujet notre dossier sur la crise du système de protection sociale). Le discours de Mauroy ne trompait en définitive personne, mais il donnait le ton à la campagne insipide et défensive du PS, fondée sur la dissimulation des grandes

manœuvres en préparation pour faire payer plus durement la crise aux travailleurs.

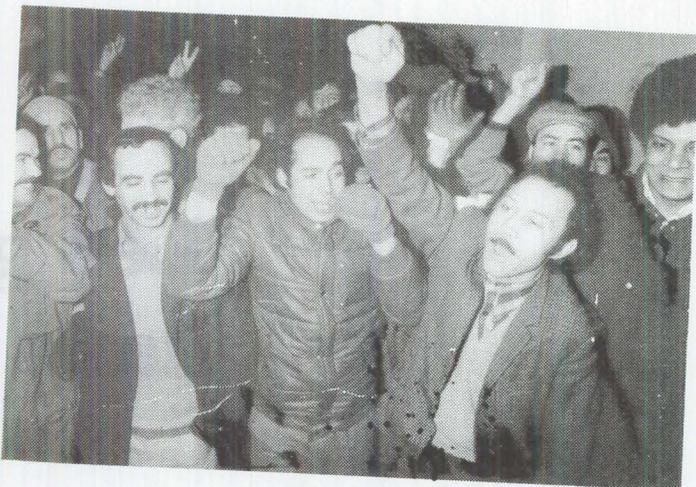
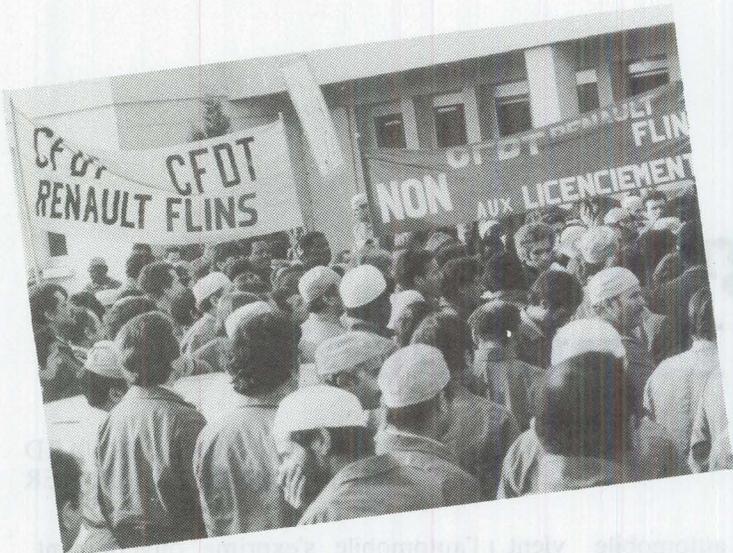
La deuxième bombe est venue des ouvriers de l'automobile : par leur lutte tout au long des mois de janvier et février, dans les usines de la région parisienne, ils ont porté un premier coup à la politique de blocage des salaires. Le gouvernement y a répondu par des concessions qui le rendent toujours plus suspect aux yeux des patrons, et par une répression anti-ouvrière et antisyndicale qui montre, sans la moindre ambiguïté, de quel côté de la barrière il se situe. Mauroy n'a pas hésité à manier l'arme du racisme anti-immigré pour isoler les grèves. Malgré la complicité active des directions des confédérations ouvrières, le gouvernement demeure empêtré dans une situation dont il contrôle mal les développements.

Ainsi les conflits de Citroën Aulnay et de Renault-Flins se sont-ils noués en une épreuve de force qui prend valeur de test et d'exemple au plan national. Une course de vitesse est engagée entre une solidarité ouvrière qu'il faut reconstruire et les manœuvres combinées des directions patronales et du gouvernement pour dissocier le sort des licenciés de Flins et d'Aulnay. Le gouvernement a tout mis en œuvre pour repousser au lendemain des municipales la conclusion des luttes en cours. Mais son but est demeuré constant : faire payer aux travailleurs immigrés de l'automobile l'audace qu'ils ont montré en contestant dans les faits sa politique d'austérité. Là-dessus, aucune divergence, aucun débat, n'a traversé le gouvernement ! Au-delà des travailleurs immigrés, l'exemple que veut faire ce gouvernement vise toute la classe ouvrière. Au moment où cet éditorial est écrit, bien des rebondissements sont encore prévisibles dans une situation qui se modifie de jour en jour (voir à ce sujet notre article sur les grèves de l'automobile). Cependant, ces premières épreuves de force entre un secteur de la classe ouvrière et le gouvernement auront profondément marqué la campagne électorale des municipales. Jospin dut s'en apercevoir, qui eut recours au jésuitisme le plus hypocrite quand il affirma que le PS était aux côtés des travailleurs de Citroën tout en justifiant le principe des licenciements à Aulnay. Le premier secrétaire du PS conseillait aux dirigeants de Citroën de manier la répression avec plus de discernement et de souplesse tactique !

En fait, et malgré les vains efforts du PS, la campagne des municipales a constitué un révélateur : en faisant apparaître on ne peut plus clairement ce que sont les projets de la droite, en éclairant ce que sont ce gouvernement et la politique qu'il met en œuvre.

Au-delà des enjeux strictement électoraux, les questions qui ont surgi au cours de cette campagne ne seront pas closes les 6 et 13 mars. Bien au contraire, c'est quand les urnes auront été remises qu'elles trouveront leur pleine et entière signification. Dans la mesure où il s'agit de questions centrales ouvertes depuis le 10 mai, elles vont se trouver avivées, et non atténuées, par les résultats électoraux, quels qu'ils soient.

C'est pourquoi la campagne menée par la Ligue communiste révolutionnaire et Lutte ouvrière autour des listes « la voix des travailleurs contre l'austérité » prolongera son écho bien au-delà de l'échéance électorale. La campagne menée en commun par nos deux organisations ne fut ni une parenthèse, ni un intermède dans notre action quotidienne, mais un porte-voix pour se faire entendre d'un grand nombre de travailleurs. En dépit du silence des médias sur nos listes, et au-delà du nombre de voix qui se seront portées sur elles, les positions que nous avons défendues rencontreront de plus en plus le sentiment et la volonté d'un nombre croissant de travailleurs et de travailleuses : parce qu'elles posent clairement les problèmes qui sont devant eux. Oui, il faut, comme ceux de l'automobile, se préparer à lutter contre les attaques patronales. Oui, il faut affirmer la nécessité d'une force politique alternative au PS et au PC, il faut construire un instrument de lutte, un parti capable de peser dans l'action et de proposer au mouvement ouvrier une politique anticapitaliste, une politique réellement socialiste. Les questions apparues au cours de la campagne électorale, et qui ne seront pas refermées de sitôt, poseront chaque jour cette exigence avec plus d'acuité.



De gauche à droite et de haut en bas : le 21 février 1983 à Flins. Aulnay le 22 février 1983. Rentrée des ouvriers dans l'usine, accompagnés des délégués CGT. Akka Ghazzi, secrétaire du

syndicat CGT de Citroën Aulnay. Manifestation dans l'usine Citroën. Akka Ghazzi en tête de manifestation. Grève à Flins le 21 avril 1982.

Les grèves dans l'automobile

JEAN CLAUDE BERNARD
ET FRANÇOIS OLLIVIER

L'industrie automobile vient d'être touchée par une nouvelle vague de grèves, la troisième depuis le 10 mai 1981. La première concerna, en septembre-octobre 1981, les usines Renault de Sandouville et Billancourt. Elle atteignit aussi les usines Peugeot de Montbéliard. La seconde fut marquée par les explosions ouvrières des usines Citroën et Talbot de la région parisienne, mais atteignit aussi l'usine Renault de Flins. La troisième vague de lutte touche simultanément les usines Renault de Billancourt et Flins, les usines Citroën de Levallois, Nanterre et Aulnay, l'usine Chausson de Gennevilliers.

La thèse du complot pour expliquer ces vagues de grèves successives — des grèves manipulées de l'extérieur — serait dérisoire si elle ne servait de couverture à une offensive en règle contre les ouvriers. Pour la droite, le chef d'orchestre de ces grèves serait la CGT, qui chercherait à saper l'un des plus beaux fleurons de notre industrie nationale. Le Premier ministre est allé chercher dans quelques poubelles policières, l'histoire d'un complot chiite (courant religieux islamique dominant en Iran). En lançant ces accusations, Mauroy ne cherchait pas à faire étalage de son ignorance en matière de religion islamique (les ouvriers immigrés maghrébins ne sont pas chiites mais sunnites) mais à désigner les OS de l'automobile comme des éléments fanatisés par l'imam Khomeiny, pour lesquels les autres travailleurs ne devraient pas avoir de sympathie particulière. Les romans honteux colportés au plus haut niveau gouvernemental ne visent qu'à maquiller une réalité : le rapport de forces entre ouvriers et patronat tel qu'il s'est développé dans les grandes usines de l'automobile après le 10 mai 1981.

La combativité des ouvriers de

l'automobile s'exprime ouvertement et avec beaucoup plus de force que celle des ouvriers et travailleurs des autres secteurs. Ce fait incontestable tient à une combinaison explosive des caractéristiques de l'exploitation des ouvriers dans l'automobile et des traits essentiels de la situation politique nouvelle.

Les OS de l'automobile dans un combat avancé

L'industrie automobile est la branche où se combine travail à la chaîne et concentrations industrielles de plusieurs milliers d'ouvriers. Les conditions de travail y sont particulièrement pénibles et mutilantes. Mais l'ampleur des concentrations industrielles donne aux ouvriers la possibilité objective de s'organiser. Les usines de l'automobile sont soit des bastions de la classe ouvrière comme Billancourt (ou Fiat Mirafiori à Turin), soit des lieux d'exploitation où la brutalité patronale apparaît nue de tout artifice, comme à Citroën ou Talbot. Elle doit alors être violente pour briser dans l'œuf toute organisation propre des travailleurs.

L'industrie automobile est une branche où le patronat a recruté le plus de travailleurs immigrés qui, outre l'exploitation à l'usine, supportent les brimades racistes et vivent sous la menace de l'expulsion. Composée de plusieurs nationalités, exposée en première ligne aux attaques du patronat et de l'État bourgeois, la classe ouvrière immigrée se montre évidemment peu sensible aux sirènes de l'idéologie dominante selon lesquelles ouvriers et patrons sont solidaires parce qu'appartenant à une même

« communauté nationale ». De même, moins encadrée par les appareils syndicaux, cette classe ouvrière immigrée se montre-t-elle moins paralysée que les travailleurs français par la politique d'un gouvernement de gauche et par la crise de direction du mouvement ouvrier.

Enfin, l'industrie automobile a été l'une des réussites les plus significatives du capitalisme français dans un phase de croissance confortée par les augmentations de salaires consécutives à Mai 68. La crise économique qui frappe particulièrement l'industrie automobile mondiale place les constructeurs français dans une situation de concurrence internationale aggravée. Ils doivent s'en prendre aux ouvriers pour essayer de s'en sortir mieux que leur concurrents. Depuis des années, l'industrie automobile risque de devenir une deuxième sidérurgie.

Le 10 mai a entraîné une désorganisation relative des forces patronales. Les vagues de luttes qui se sont succédées dans l'automobile traduisent d'abord un renforcement du potentiel de combat de la classe ouvrière dans ce secteur : le maintien de l'exploitation à l'atelier dans les mêmes termes qu'avant mai 1981 est apparu insupportable. Dans les ateliers de ces usines, le décalage entre l'élection d'une majorité PS-PC à l'Assemblée et des conditions de travail et de vie demeurées inchangées a joué comme un facteur de mobilisation.

C'est pourquoi les contradictions de classe à l'œuvre dans la tout e pays t avec une intensité particulière dans ce secteur. C'est pourquoi la combativité des OS de l'automobile les place aujourd'hui en pointe avancée d'un combat qui est celui de tous les travailleurs. Les ouvriers de l'automobile se mobilisent plus activement que le reste de la casse ouvrière, phénomène encore accentué par le fait qu'une grève dans ce secteur polarise immédiatement l'attention. Cet inégal développement de la combativité, qui traduit les différenciations existant au sein de la classe ouvrière, engendre des risques d'isolement conjoncturel de secteurs les plus avancés. Loin de devoir être interprétée comme une fatalité, cette situation rend au contraire plus nécessaire la bataille pour la solidarité avec les ouvriers de l'automobile.

Chacune des vagues de grèves se nourrissent l'une l'autre car la preuve pratique commence à être faite que les luttes peuvent payer. Ainsi les grèves du printemps 1982 se sont tradui-

tes par des résultats bénéfiques pour les travailleurs : fin de la domination de la CSL à Citroën et à Talbot, victoire sur les salaires pour les OS de Flins qui avaient, de plus, contraint la direction de Renault à revenir sur une décision de lock-out. Autant d'acquis à partir desquels les grèves de janvier 1983 ont démarré sur des objectifs supérieurs.

Quand les directions syndicales perdent le contrôle des luttes

Par leur revendication de 300 francs pour tous, les OS en grève de Billancourt et de Flins s'attaquaient frontalement au dispositif salarial annoncé par la direction de la Régie Renault en accord avec les directives gouvernementales pour les entreprises nationalisées. Les OS en grève ont obtenu 275 francs d'augmentation uniforme mensuelle pour tous. C'est une victoire incontestable. Ils ont contraint la direction de la Régie à avancer de nouvelles propositions salariales. Alors qu'elle avait l'intention d'avancer 7 % pour l'année 1983, plus 1,5 % qui auraient été fonction de la réalisation d'objectifs de compétitivité, elle a été contrainte de renoncer à toute liaison entre augmentation de salaire et progrès de la productivité. L'accord signé à la Régie Renault, produit direct des grèves des OS, accorde 8 % d'augmentation salariale à tout le personnel, 120 francs d'augmentation pour tous les salaires inférieurs à 6 000 francs. Il fait mention d'une clause de sauvegarde selon laquelle des négociations s'engageront à la fin de l'année dans le but de garantir le pouvoir d'achat de tous. Pour limité qu'il soit, ce résultat, alors qu'il n'y eut pas plus de cinq cent grévistes en même temps dans les usines de la Régie, est une démonstration de la force de combativité ouvrière. Il ouvre une brèche dans la politique salariale du gouvernement. C'est un signal d'autant plus instructif que ces grèves se déroulerent sans le soutien des directions confédérales

Edmond Maire et la fédération de la métallurgie CFTD n'ont considéré, de bout en bout, ces grèves que com-



me des conflits catégoriels. Ils n'ont pas hésité à tirer dans le dos de la section CFDT de Flins en répandant l'idée que son soutien résolu aux grèves s'expliquait par une surenchère syndicale avant les élections professionnelles. Quant à Krasucki, secrétaire de la CGT, et à l'*Humanité*, ils osèrent vendre le slogan selon lequel les problèmes se résolvent plus rapidement avec la CGT qu'avec la CFDT. Un argument battu en brèche par les OS de la sellerie à Billancourt, où la CGT est majoritaire, et dont la grève dura plus longtemps qu'à Flins ! La tendance à la perte du contrôle des grèves par les bureaucraties syndicales nationales, occupées à marchander leur acceptation de l'austérité contre la reconnaissance de leur place institutionnelle, a été mise en lumière tout au long des grèves du mois de janvier. C'est dans les usines Citroën que cette tendance est la plus avancée. la direction de la CGT n'y a pas construit une implantation stabilisée. Les ouvriers utilisent l'appareil de la CGT comme un instrument qui les aide à se défaire de la CSL et de la toute puissance patronale. En retour, la direction de la CGT court après la combativité des ouvriers en épuisant différentes équipes syndicales qui sont successivement rejetées par les travailleurs dès qu'elles affichent leur volonté de conciliation avec les patrons.

Sous d'autres modalités, cette même tendance s'observe dans les usines Renault. A Flins, la section CFDT, majoritaire dans l'usine, a maintenu une orientation traditionnelle de défense intransigeante des revendications et des luttes. En se déclarant ouvertement contre la grève soutenue par sa section de Flins, le bureau confédéral de la CFDT avouait n'avoir que peu d'influence sur le déroulement d'un conflit animé en dehors de son contrôle.

A Billancourt, la grève de la sellerie a été animée par une commission de travailleurs composée de treize délégués de chacune des deux équipes. La commission négociait avec la direction en présence de délégués syndicaux. A Billancourt, il faut remonter à 1975 pour retrouver la mise en place de telles formes d'auto-organisation des travailleurs leur permettant notamment de se prémunir contre la division syndicale. A Chausson, c'est une commission d'organisation (comité de grève) qui a été mise en place par les travailleurs pour contrôler leur lutte.

La distance croissante entre les travailleurs et les appareils est un phénomène encore inégal dans l'in-

dustrie automobile, et il ne saurait être question d'identifier un processus en cours de développement avec sa réalisation achevée. Mais le sens du mouvement, dans la conjoncture actuelle, est clairement indiqué par les grèves de l'automobile. Les avancées les plus significatives ont été réalisées là où des structures syndicales ont pu se constituer en porte-parole des aspirations des travailleurs, contre tous les partisans de l'austérité et de la conciliation avec les patrons. Loin de contourner les syndicats, les grévistes se sont saisis des structures syndicales combattives (ce fut le cas de la section CFDT de Flins et des délégués CGT/CFDT de Chausson).

Le gouvernement a dévoilé dans quel camp il se situe

Produit de la situation créée par le 10 mai 1981, les vagues de lutte dans l'automobile affrontent une question décisive, celle du gouvernement. Dans toutes les phases des grèves de janvier 1983, Auroux et Mauroy sont montés en première ligne. C'est le gouvernement qui a décidé de la politique salariale à la Régie Renault. C'est le Premier ministre qui a décidé de céder partiellement devant les revendications des OS de Billancourt et de Flins. C'est toujours lui qui a lancé la campagne de division contre les ouvriers immigrés. C'est lui enfin qui a donné le signal de la répression à Citroën Aulnay, puis à Flins, pour donner un coup d'arrêt aux luttes.

La politique du gouvernement est celle du compromis dans la paix sociale avec le patronat. Un projet difficile à mettre en œuvre quand des secteurs de la classe ouvrière démontrent leurs capacités de mobilisation ! Aussi l'action du gouvernement fut-elle soumise à de nombreuses oscillations.

Les dirigeants des firmes automobile ne peuvent plus obtenir comme avant l'arrivée des CRS pour briser les grèves. Ceux de Citroën n'ont pu bénéficier du soutien gouvernemental pour maintenir l'intégralité du système de domination de la CSL dans leurs usines ; ceux de Renault ont connu quelques difficultés à aligner leurs décisions salariales sur des directives gouvernementales qui fluctuaient en fonction d'une analyse des rapports de forces sociaux et politique

LCR Ligue communiste révolutionnaire
section française de la Quatrième Internationale

QU'EST-CE QUE

**L'INSPECTION
DU TRAVAIL ?**



brochure élaborée par des militants de l'Inspection du travail.

En vente à la librairie La Brèche. Commandes à LCR-SETE, 9 rue de Tunis 75011.

dans une situation complexe. Aujourd'hui même, le CNPF s'inquiète d'un « effet Renault » sur d'autres branches d'activité. Il dénonce le manque de capacité du gouvernement à appliquer fermement sa politique salariale et demande à ses fédérations de tenir plus que jamais les salaires.

Mais ce gouvernement n'est pas non plus perçu comme leur par les ouvriers de l'automobile, surtout avec la ligne de répression choisie par Auroux. La répression à Citroën contribuera d'ailleurs à éclairer l'opinion d'un nombre croissant de travailleurs sur le rôle réel de ce gouvernement.

Cette répression vise d'abord à casser la vague de grèves de janvier, à affaiblir le syndicat CGT d'Aulnay et la section CFDT de Flins, au moment où le rétablissement de l'ordre patronal dans ces deux usines devenait un impératif du point de vue de la rentabilité capitaliste. En faisant des exemples, le gouvernement veut aussi créer un climat, montrer que faire grève sans risquer la répression n'est pas devenu la norme. Tant il est vrai qu'une politique d'austérité s'accompagne nécessairement d'une certaine répression.

Ainsi l'orientation suivie par le gouvernement face aux grèves de l'automobile représente-t-elle une véritable leçon de choses. Le gouvernement a démontré que sa politique

n'est pas celle d'un « juste milieu », introuvable quand un mouvement de masse fait irruption sur la scène politique.

Il faut, comme Auroux, être un ministre « socialiste » du Travail pour croire qu'il suffit d'un rapport Dupeyroux pour transformer le baignoire des usines Citroën en un lieu de concertation sociale. La lutte des classes ne s'écrit pas dans les manuels des professeurs de Droit. Les ouvriers de Citroën, tout comme les patrons et leurs sbires de la CSL, ont une expérience pratique de ce fait tangible. L'affaiblissement de la CSL ne pouvait que libérer l'initiative ouvrière trop longtemps étouffée sous les coups de marteau.

De même, le gouvernement, confronté à des grévistes que les appareils syndicaux s'avéraient impuissants à faire rentrer dans le rang, s'est-il résolu à donner aux patrons le signal de la répression. Il compte, encore une fois, sur les directions syndicales (à Citroën, sur la CGT) pour enlever aux ouvriers toute possibilité de riposte et les réduire momentanément à l'impuissance. Un pari qui n'est pas gagné d'avance, et sur lequel les appareils syndicaux jouent la crédibilité dont ils jouissaient auprès des travailleurs.

Le 16 février 1983

En réponse à Daniel Richter (à propos d'une interview donnée à « Rouge »)

PENDANT les grèves de l'automobile, les cellules et les militants de la LCR ont apporté un soutien résolu aux luttes en cours, popularisé les revendications unifiantes comme les 300 F pour tous, mis en cause la responsabilité du gouvernement et de la majorité parlementaire qui disposent de tous les moyens pour décider dans un sens favorable aux travailleurs. Il fallait tout faire pour aider à la victoire des ouvriers dans les épreuves de force engagées à Renault et à Citroën. La LCR a pu agir dans ce sens, de façon organisée et centralisée, à partir des noyaux communistes révolutionnaires actifs dans plusieurs usines, à Renault-Flins, Renault-Billancourt, Chausson-Gennevilliers et Citroën-Levallois.

La LCR s'est retrouvée aux côtés d'autres militants ouvriers avec qui nous avions un point d'accord décisif : le soutien aux grèves pour qu'elles soient victorieuses.

Dans une interview accordée à notre hebdomadaire (*Rouge* n° 1049) Daniel

Richter, animateur de la section CFDT de Renault-Flins, porte témoignage de cette participation commune aux luttes des ouvriers de l'automobile. Interpellant la LCR par les critiques qu'il lui porte, nous saisissons cette occasion pour poursuivre le débat.

Daniel Richter déclarait à *Rouge* à propos de l'attitude des directions du mouvement syndical au cours des conflits : « *Mais en ce qui concerne l'action effective, les deux fédérations métaux — CFDT comme CGT — sont restées complètement fermées : à leurs yeux, des grèves de ce type affaiblissent la gauche et les capacités économiques de la France ; ils voulaient avant tout les terminer rapidement (...). Il existe une conception commune aux deux directions nationales : elles intègrent la logique des contraintes capitalistes et jugent une épreuve de force inopportune.* » Face aux patrons et à la politique des directions majoritaires du mouvement ouvrier, Daniel Richter et les militants révolutionnaires se retrouvent donc du même côté.

Daniel Richter déclare à *Rouge*, à propos de l'intervention de la LCR : « *Quand je vois que les tracts de la LCR sont du même niveau que ceux du syndicat, je ne constate pas la volonté d'apporter des éléments d'alternative au capitalisme. Comme si le rôle d'une organisation politique se résumait à coller à la dynamique des luttes, à une sorte de syndicalisme plus radicalisé, au lieu d'apporter des éléments pour construire une autre conscience politique.* »

Nous répondrons à Daniel Richter en soulevant trois questions.

1) Le combat pour les 300 F pour tous relevait-il du seul syndicalisme, même radicalisé ? Nous ne le pensons pas. Au moment où la classe capitaliste accentue ses attaques contre les travailleurs, où les directions du mouvement ouvrier s'adaptent, comme Daniel Richter le souligne lui-même, à une logique de gestion de la crise, la défense des revendications prend une signification immédiatement politique. Il arrive fréquemment qu'une revendication immédiate, économique ou démocratique, prenne une signification qui la dépasse largement. C'est le cas de la revendication de 300 F pour tous dans ces luttes, car elle met directement en cause la politique salariale de Delors, l'ensemble de la politique d'austérité du gouvernement. Ce dernier, de même que le CNPF, ne s'y sont pas trompés. C'est la raison pour laquelle, au cours de ces luttes, la LCR a concentré son agitation sur cette revendication — qui de plus tendait à unifier le combat de tous les ouvriers de l'automobile — et contre la répression qui a frappé à Flins et à Aulnay. Loin d'être strictement « syndicaliste », la bataille pour les 300 F prenait dans ce contexte une dimension politique centrale.

C'est pourquoi le rôle d'une organisation politique est aussi, à certains moments, de concentrer son intervention sur une revendication.

Car c'est en se déployant à partir de cette revendication que le mouvement de masse peut s'étendre et peser sur la situation, créant ainsi les meilleures conditions pour poser d'autres problèmes politiques.

Aussi, faut-il, pour que les perspectives générales défendues par les révolutionnaires deviennent « force matérielle », que dans la lutte de classes l'organisation révolutionnaire apparaisse comme un instrument utile à l'action des travailleurs.

De ce point de vue, le rôle du parti ne peut se réduire, comme pourraient le laisser entendre certaines formulations de Daniel Richter, à apporter un supplément idéologique et politique aux luttes ouvrières, animées par des militants syndicalistes.

2) Daniel Richter estime dans son interview à *Rouge* « *qu'il faut affirmer une autre logique, opposée à celle de l'économie de marché* ». Nous sommes en total accord avec cette perspective, et avec la liaison que lui-même introduit entre cette autre logique et les luttes revendicatives :

« *Pour une telle orientation, l'élément moteur, c'est le processus de luttes, inévitables parce que les épreuves de force sont porteuses de progression.* » D'accord aussi quand Daniel Richter déclare qu'avancer des perspectives alternatives a pour but essentiel de « *créer le débat dans l'ensemble de la classe ouvrière. En liaison étroite avec les luttes* ». Enfin quand Daniel Richter indique que les projets alternatifs à faire surgir doivent montrer « *le changement nécessaire du mode de production et de consommation* », nous partageons la même conviction : c'est la question de la rupture avec le système capitaliste, la question du socialisme, qu'il pose ouvertement.

C'est d'ailleurs avec cette préoccupation que nous avons publié dans *Rouge* une proposition de plate-forme à débattre. Outre les revendications immédiates sur lesquelles s'est construite la lutte des OS, cette plate-forme appelle au refus de tout chantage patronal à la concurrence et à la crise. Elle soumet à la discussion les propositions suivantes : un seul groupe de toute l'automobile coordonnant les productions de Peugeot, Renault, Citroën. Ce qui implique la nationalisation de PSA; Un plan de production garantissant l'emploi et transformant les conditions de travail sous le contrôle des ouvriers. Un large débat public sur les plans de production pour l'avenir du secteur automobile. La levée du secret capitaliste et la réorganisation de la production pour ne pas subir la crise automobile.

Mais il faut bien constater que ces questions n'étaient pas au centre de l'activité gréviste du mois de janvier. Dans ces conditions, intervenir en priorité durant ces luttes sur le thème d'un type de production alternatif, comme nous y invite Daniel Richter, aurait relevé, à notre sens, d'une démarche par trop idéologique, coupée du mouvement et des questions concrètes posées à ce moment précis dans la lutte.

3) Au demeurant, cela ne dispense nullement la LCR de développer des explications sur les solutions anticapitalistes à la crise, sur la nécessité de construire une société fonctionnant sur d'autres bases que le capitalisme. Au contraire, nous pensons qu'une de nos tâches centrales, aujourd'hui, est l'élaboration d'un programme d'action anticapitaliste.

Mais les avancées réelles dans ce domaine, pour construire comme dit Daniel Richter « *une autre conscience politique* », dépendront de l'auto-activité de la classe ouvrière elle-même, et notamment des opportunités qui lui seront données de s'orienter pratiquement vers l'exigence et la pratique du contrôle ouvrier sur la production. C'est à travers cette démarche, son extension et sa généralisation qu'apparaîtront concrètement, pour des millions de travailleurs, les voies et les moyens d'une société fonctionnant sur de nouvelles bases.

Une « autre conscience politique » ne peut se réduire au seul projet d'un mode

de production et de consommation alternatif. Elle suppose une stratégie révolutionnaire d'ensemble, articulée sur la mobilisation de masse des travailleurs, la dénonciation de toute politique de collaboration de classes, et débouchant sur la lutte pour un gouvernement des travailleurs.

Il faut ainsi aider les travailleurs, dans le processus de leur lutte quotidienne, à trouver le pont entre leurs revendications immédiates et le programme de la révolution socialiste. C'est-à-dire le système de revendications transitoires partant des conditions actuelles et de la conscience présente des larges couches de la classe ouvrière, — échelle mobile des salaires, 35 heures, nationalisations sous contrôle des travailleurs, réorganisation de la production pour la satisfaction des besoins sociaux — et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par les travailleurs.

Seule une telle approche permet de lier la bataille pour les revendications, le processus de mobilisation, les éléments pour un nouveau mode de production, et de poser effectivement le problème du pouvoir.

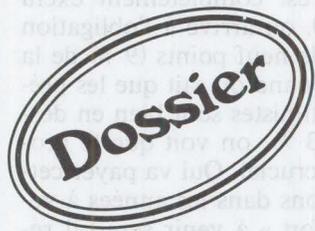
Mais, aujourd'hui, aussi bien dans la situation politique concrète que dans les grèves, l'enjeu central est bien celui du refus de l'austérité. C'est pourquoi la lutte des travailleurs de l'automobile a revêtu une telle importance. Et c'est pourquoi la LCR a jeté toutes ses forces dans cette bataille aux côtés des travailleurs, en défense des revendications qui étaient les leurs.

Cette situation appelle incontestablement des débats généraux sur la question de quelle perspective d'ensemble il convient d'opposer aux réponses capitalistes à la crise. Nous sommes totalement d'accord pour poursuivre ces débats avec tous ceux qui y sont prêts.

En même temps, ces perspectives d'ensemble se concrétisent inévitablement en une alternative immédiate et incontournable : acceptation ou refus de l'austérité.

C'est, nous semble-t-il, sur ce choix que l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier, syndicales et politiques, sont appelées à prendre position devant les travailleurs.

J.C. B. et F.O.



La crise du système de protection sociale

MICHEL DUPONT

LA protection sociale aujourd'hui, c'est un peu comme un navire qui prend l'eau de toutes parts : le capitaine se précipite à l'avant pour boucher un trou béant, mais à peine se croit-il sauvé qu'il entend un sinistre glou-glou à l'arrière. Ainsi le gouvernement, colmatant les déficits : la caisse de l'assurance maladie, celle des retraites, l'UNEDIC, autant de voies d'eau. Le scénario se répète chaque année. Cela peut-il durer encore longtemps ? Quelles sont les causes de cette lancinante crise du système de protection sociale ? Quelles solutions sont présentées par les forces sociales en présence ? Avant de répondre à ces questions, il faut revenir sur la place et la fonction de la protection sociale dans l'économie capitaliste aujourd'hui.

La fonction de la protection sociale

Ce qu'on appelle communément « protection sociale » regroupe une quantité d'institutions chargées de verser à divers secteurs de la population diverses sortes de prestations : des remboursements de soins de santé aux malades, des allocations aux familles et aux chômeurs, des retraites aux vieux...

Comment définir de façon synthétique ce qui fait l'unité de cet amas hétéroclite d'organismes et de règlements ? Quelle est sa fonction ? L'idéologie officielle est celle de la « redistribution », de la réduction des inégalités : les bien-portants paient pour les malades, les jeunes pour les vieux, et la « solidarité nationale » aurait ainsi éliminé les injustices les plus criantes.

Cette vision idyllique a néanmoins deux défauts : elle reste à la surface des choses car elle n'explique pas la fonction objective de ce système (qui brasse des sommes supérieures au budget de l'Etat) dans la marche de l'économie capitaliste moderne ; et elle est tout simplement fautive, de nombreux faits prouvant que la protection sociale ne réduit en rien les inégalités fondamentales, celles qui séparent les classes sociales.

Pour définir en une phrase la fonction essentielle de la protection sociale : il s'agit de prendre en charge de façon socialisée une part importante (plus du tiers aujourd'hui) des coûts de reproduction et de gestion de la force de travail.

Bien sûr, la Sécurité sociale est aussi une conquête

de la classe ouvrière à la suite de décennies de luttes. Ce n'est pas un hasard si en France la plus grande avancée eut lieu en 1945, quand le mouvement ouvrier bénéficiait d'un rapport de forces particulièrement favorable. Mais le capitalisme a su parfaitement utiliser à son intérêt cette avancée et a donné un rôle économique bien précis aux mécanismes qui en sont nés :

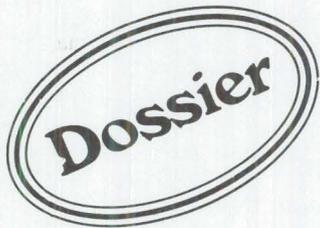
- L'assurance maladie permet d'entretenir le « capital humain », de maintenir en bonne santé la main d'œuvre à une époque (les années de reconstruction puis d'expansion après-guerre) où elle était un bien rare.

- Le système des retraites permet d'accroître la mobilité de la force de travail grâce au relâchement des liens familiaux : les jeunes peuvent aller travailler à la ville ou dans une autre branche d'industrie sans être embarrassés par leurs vieux parents, qui auront de quoi survivre. Depuis 1975, la retraite est aussi utilisée pour ajuster la quantité de main-d'œuvre aux besoins de la production : c'est la préretraite qui met sur la touche des milliers de travailleurs des branches condamnées par l'anarchie capitaliste. Aujourd'hui, plus de la moitié des travailleurs entre 60 et 65 ans sont à la préretraite.

- L'assurance chômage joue évidemment le même rôle, avec en plus une marginalisation accentuée puisque au bout de douze ou dix-huit mois le chômeur victime de licenciement ne touche pratiquement plus rien.

- Les allocations familiales sont un peu à part puisqu'elles sont indépendantes de la condition sociale (salariale, indépendante, inactive) : tout le monde y a droit de la même manière. Bien qu'elles soient financées presque uniquement par des cotisations basées sur les salaires (9 % du salaire sous plafond), elles jouent principalement un rôle d'aide et d'encouragement à la production des nouvelles générations de travailleurs : c'est la « politique familiale ».

Globalement, l'ensemble des prestations sociales que reçoivent les travailleurs constitue donc un salaire indirect. Théoriquement, les salariés et leurs organisations devraient en assurer la gestion et décider eux-mêmes des choix à faire. Mais par les ordonnances de 1967, de Gaulle a instauré le paritarisme entre les patrons et les syndicats ouvriers, qui permet en



fait au CNPF et à FO de s'entendre sous la tutelle bienveillante de l'Etat pour se partager les postes de responsabilité dans les organismes sociaux. La réforme de la Sécurité sociale promise par Mitterrand, qui devait en finir avec cette gigantesque escroquerie, tarde à venir. Le gouvernement prévoit des élections aux conseils d'administration à l'automne 1983. Devant le chantage du CNPF qui menaçait de démissionner des conseils d'administration des caisses si son nombre de sièges était trop réduit, le gouvernement a de fait cédé en décidant une répartition des sièges qui permette, quel que soit le résultat des élections ou presque, de maintenir l'alliance CNPF-FO (avec élargissement possible à la CFDT).

Crise financière ou crise de légitimité ?

Depuis 1974, date du début de la crise, le fameux « déficit » de la Sécurité sociale a régulièrement les honneurs de l'actualité. Ainsi, en 1978, le régime général (maladie, retraite et allocations familiales) était déficitaire de 5,7 milliards de francs, avant de redevenir excédentaire de 4,5 milliards l'année suivante grâce à des hausses de cotisation. Nouvel excédent en 1980; suivi d'un nouveau déficit (6,5 milliards) en 1981.

Les taux de cotisation n'ont cessé d'augmenter. L'INSEE a calculé que ces augmentations ont rapporté 300 milliards de francs entre 1975 et 1980. Pourquoi ces hausses incessantes ? Pour compenser les conséquences de la crise : le chômage et la stagnation des salaires ont, toujours selon le même calcul de l'INSEE, coûté 330 milliards de cotisations en moins. En effet, plus le chômage grimpe et moins de travailleurs cotisent. Et si les salaires stagnent, le total des cotisations baisse. Pendant ce temps, les dépenses continuent de monter, et, finalement, il faut que les taux de cotisation suivent.

Chaque année le gouvernement prévoit un déficit : mais ce n'est souvent que pour faire passer une nouvelle hausse des cotisations, et le déficit se transforme finalement en excédent en fin d'année.

Pour avoir une idée des augmentations de cotisation qui vont être nécessaires dans les prochaines années, l'INSEE a fait les calculs suivants : en prenant comme hypothèse une croissance économique de 3 %

l'an jusqu'en 1986 (ce qui est complètement exclu dans la conjoncture actuelle), on arrive à l'obligation d'augmenter les cotisations de neuf points (9 % de la masse salariale) d'ici 1986. Quand on sait que les prévisions officielles les plus optimistes sont bien en dessous de cette croissance de 3 %, on voit que le problème posé sera encore plus crucial. Qui va payer cette énorme hausse de cotisations dans les années à venir ? Comme le nouvel « effort » à venir sera-t-il réparti ? Il y aura là matière à des affrontements considérables, dans lesquels le rôle du gouvernement sera décisif.

D'où, pour les patrons, l'importance des promesses de Mauroy sur le blocage des charges sociales.

Depuis des années se développe une campagne idéologique de la bourgeoisie contre l'« écrasement » de l'économie par les cotisations obligatoires, la charge « insupportable » qui pèserait sur le système productif et tuerait « l'initiative et l'esprit d'entreprise » : il ne faudrait pas dépasser un « seuil maximum tolérable de prélèvements », calculé comme le rapport entre les impôts et cotisations, d'une part, et la production nationale (PIB) d'autre part. Ce seuil serait déjà dépassé, ce qui expliquerait les difficultés économiques actuelles (voir encart).

Cette campagne grossière contre les acquis des travailleurs est relayée, plus subtilement, à l'intérieur du mouvement ouvrier, par les idéologues de la CFDT. Dans son livre *La crise de l'Etat-providence*, Rosanvallon ne nie pas la crise financière mais lui attribue une cause bien curieuse : une « crise de légitimité ». La « société » n'accepterait plus comme légitime la hausse incessante de la part socialisée du revenu. Puisque la crise économique oblige la « société » à choisir entre revenu direct et revenu indirect, un doute s'installerait sur l'efficacité du système de protection sociale, sur ses finalités. Bref, le problème se pose ainsi : quelles normes de solidarité la société se donne-t-elle ?

Un article de Rosanvallon dans la revue *CFDT aujourd'hui* (septembre-octobre 1982) est précédé (pure coïncidence ?) d'un texte de René Lenoir, ex-secrétaire d'Etat de Giscard, qui recommande franchement des solutions radicales pour résoudre le problème de la protection sociale : pour « favoriser la reprise de l'investissement productif » (les profits), il faudrait démanteler le système des retraites, instituer une retraite de base « décente » et laisser le reste au bon gré des patrons ; supprimer le chômage en partageant les salaires actuels avec les chômeurs ; gérer les hôpitaux comme des entreprises privées ; diminuer le nombre de médecins et de lits d'hôpitaux ; « contrôler le progrès technique » (sic) ; réprimer les faux arrêts-maladie ; et enfin, pour faire bonne mesure, que chacun fasse du « yoga, du zen, de la méditation ou du jogging ». La revue CFDT prend la peine dans son éditorial de préciser que « ces propositions, et ce qui les motive, ne rejoignent pas toutes celles de la CFDT ». Certains auraient-ils eu des doutes là-dessus ? Il s'agit tout simplement du catalogue presque complet de la « solution finale » au problème de la protection sociale, telle que la prône le CNPF !

Des organisations syndicales défendant réellement les intérêts des travailleurs ne négocieraient pas, comme le font les syndicats aujourd'hui, des économies sur le dos des chômeurs, des malades ou des retraités. Face aux campagnes sur la « légitimité de la protection sociale », une seule réponse doit être avancée :

Les prestations sociales dans les revenus des menages

Les vingt dernières années ont été marquées par un bouleversement de la structure des revenus : en 1960, les ménages recevaient 19 % sous forme de prestations sociales et en 1980, 31 %. Parallèlement, bien sûr, la part des cotisations dans le salaire augmentait.

Mais toutes les prestations n'ont pas augmenté de la même façon : le graphique suivant montre comment ont évolué les divers revenus sociaux les uns par rapport aux autres.

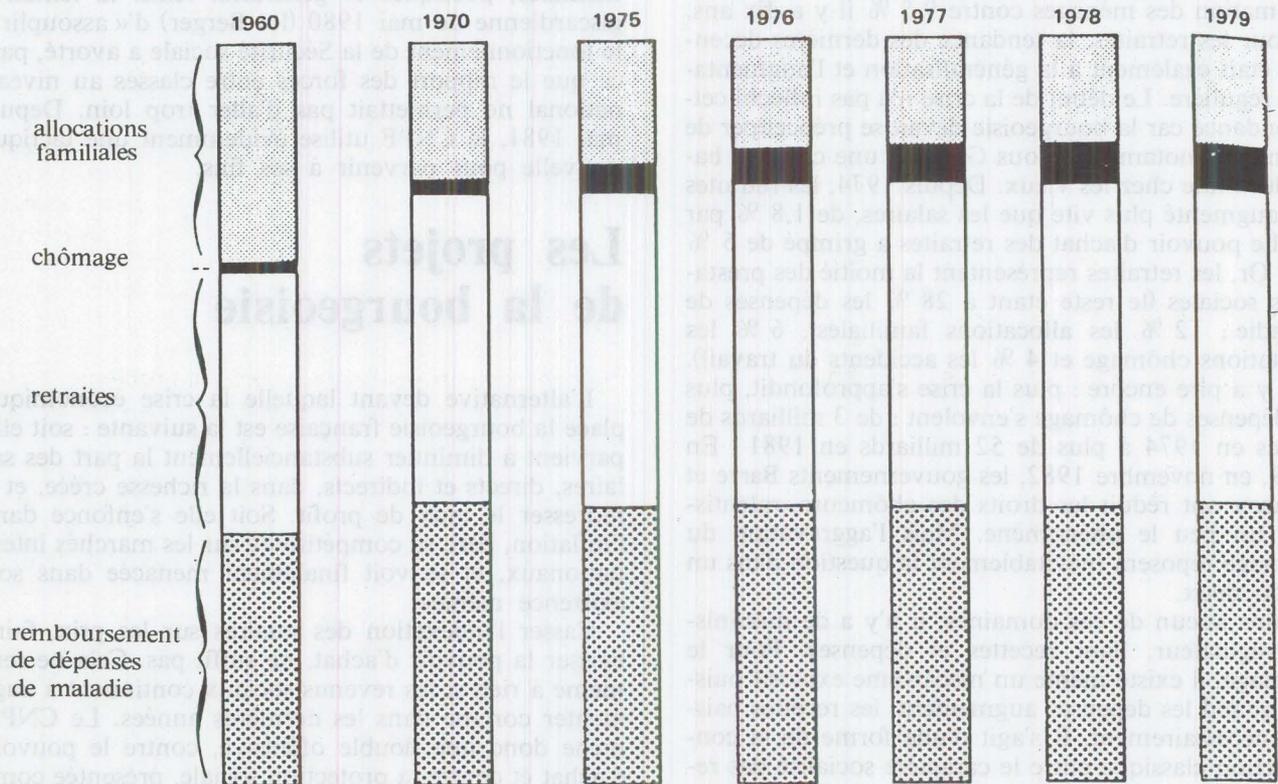
L'importance des allocations familiales diminue for-

tement par rapport aux retraites et aux allocations de chômage : depuis le début de la crise, la protection sociale sert de plus en plus à mettre sur la touche la main-d'œuvre excédentaire (du point de vue patronal). Retraités et préretraités partent de plus en plus jeunes, les chômeurs sont de plus en plus nombreux, et tous coûtent donc plus cher.

La part des dépenses de maladie dans l'ensemble des revenus sociaux, elle, reste à peu près stable. Par contre, la part des dépenses de maladie dans les revenus globaux a un peu augmenté : 6,2 % du Produit Intérieur Brut en 1965, 8 % en 1982. On est bien loin de la croissance catastrophique et incontrôlée que dénoncent des « experts » patronaux, gouvernementaux, et même syndicaux...

La « crise » de la protection sociale n'est pas due aux dépenses de maladie, mais bien à celle des préretraites et du chômage : c'est-à-dire aux conséquences de la crise de l'économie capitaliste.

Structure des prestations sociales reçues par les ménages



Sources : « Données sociales 1981 », IN-SEE.

non, les besoins sociaux ne sont pas satisfaits, l'accès au système de santé reste trop inégalitaire, il y a encore des progrès à faire dans tous les domaines. Il n'y a pas de « seuil maximum tolérable », et si la satisfaction des besoins est « intolérable » pour le capitalisme, il faut poser la question d'un changement de système.

La racine du problème

Qu'est ce qui fait de la question de la protection sociale une des principales difficultés qu'a aujourd'hui à surmonter la bourgeoisie française ? Tout simplement la contradiction entre des dépenses sociales qui échappent à l'emprise du patron individuel et tendent plutôt

à s'adapter aux besoins des travailleurs, et des recettes, des cotisations sociales qui sont immédiatement et directement limitées par la crise économique, la stagnation de la production et de la masse salariale.

On pourrait affirmer qu'en réalité, la protection sociale « va bien ». C'est le capitalisme qui va mal ! Et il ne supporte pas qu'on soit en bonne santé alors que lui est souffrant ! Grosso modo, les dépenses de santé obéissent encore aujourd'hui à la logique des besoins. Certes, les hôpitaux manquent de personnel, la psychiatrie reste archaïque et inhumaine, etc. Mais les progrès techniques et scientifiques trouvent le plus souvent une application effective en médecine. On ne calcule pas, avant de soigner un malade, si le coût des soins dépassera ou non l'utilité productive qu'on peut

Dossier

espérer après sa guérison. La médecine s'attache à prolonger la vie des personnes âgées, bien que ça ne soit pas « rentable » pour le système. Résultat : les dépenses ont augmenté de 16,6 % par an dans les dix dernières années. Elles représentent 12 % de la consommation des ménages contre 9,5 % il y a dix ans.

Pour les retraites, la tendance des dernières décennies était également à la généralisation et l'augmentation régulière. Le début de la crise n'a pas infléchi cette tendance car la bourgeoisie devait se préoccuper de maintenir, notamment sous Giscard, une certaine base électorale chez les vieux. Depuis 1974, les retraites ont augmenté plus vite que les salaires, de 1,8 % par an. Le pouvoir d'achat des retraites a grimpé de 5 % l'an. Or, les retraites représentent la moitié des prestations sociales (le reste étant à 28 % les dépenses de maladie ; 12 % les allocations familiales ; 6 % les prestations chômage et 4 % les accidents du travail).

Il y a pire encore : plus la crise s'approfondit, plus les dépenses de chômage s'envolent : de 3 milliards de francs en 1974 à plus de 52 milliards en 1981 ! En 1979, en novembre 1982, les gouvernements Barre et Mauroy ont réduit les droits des chômeurs, ralentissant un peu le phénomène. Mais l'aggravation du chômage reposera inévitablement la question dans un an ou deux.

Dans aucun de ces domaines, il n'y a de mécanisme régulateur, liant recettes et dépenses. Pour le chômage, il existe même un mécanisme explosif puisque quand les dépenses augmentent, les recettes baissent nécessairement. Il s'agit d'une forme de la contradiction classique entre le caractère socialisé des revenus et la mise en valeur privée du capital. L'enjeu, pour la bourgeoisie est de briser ce caractère socialisé.

Le contraste ne peut manquer de frapper : depuis 1974, début de la crise, la progression des salaires a été considérablement ralentie. Mais celle des prestations sociales, le « salaire indirect », s'est poursuivie pratiquement sur le même rythme. Voilà ce que la bourgeoisie ne peut plus tolérer, et la raison des attaques passées et à venir contre la Sécurité sociale. Il ne s'agit pas cependant, de sa part, d'une politique conjoncturelle : depuis 1965, le CNPF réclame une réforme radicale, le remplacement des institutions actuelles par un système « binôme ». D'une part, l'assistance de l'Etat aux plus démunis sous la forme d'un minimum garanti (cf. le projet d'impôt négatif de Lionel Stoléru). D'autre part, des assurances complémentaires privées sur lesquelles l'Etat n'aurait ni contrôle ni responsabilité et qui seraient laissées au « libre choix »

de chacun. Le dragon de la bureaucratie serait enfin terrassé... et les conquêtes sociales anéanties !

De Gaulle avait fait un premier pas dans ce sens avec les ordonnances de 1967 qui instauraient un pseudo-paritarisme et éclataient la Sécurité sociale en trois régimes distincts (maladie, vieillesse, famille).

Pourquoi cette persévérance depuis près de vingt ans ? Parce que la Sécurité sociale est un puissant facteur d'unification des salariés. Le fait qu'existent des institutions nationales qui traitent de la même façon la grande majorité des travailleurs (qu'ils soient manutentionnaires dans une entreprise des transports ou techniciens du pétrole), qui donnent à tous les mêmes droits, est un pas en avant gigantesque par rapport à un système corporatiste ou mutualiste qui entretient les divisions au sein de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, toute attaque contre le salaire indirect implique, de par son caractère socialisé, une offensive politique centrale : il n'est pas possible pour le patronat de jouer la division entre secteurs, la concurrence entre entreprises, la rivalité entre catégories. Toute remise en cause des remboursements de soins de santé, par exemple, doit passer par des mesures gouvernementales, publiques et générales. Ainsi la tentative giscardienne de mai 1980 (loi Berger) d'« assouplir » le fonctionnement de la Sécurité sociale a avorté, parce que le rapport des forces entre classes au niveau national ne permettait pas d'aller trop loin. Depuis mai 1981, le CNPF utilise évidemment une tactique nouvelle pour parvenir à ses fins.

Les projets de la bourgeoisie

L'alternative devant laquelle la crise économique place la bourgeoisie française est la suivante : soit elle parvient à diminuer substantiellement la part des salaires, directs et indirects, dans la richesse créée, et à redresser le taux de profit. Soit elle s'enfonce dans l'inflation, perd sa compétitivité sur les marchés internationaux, et se voit finalement menacée dans son existence même.

Casser l'indexation des salaires sur les prix, faire baisser le pouvoir d'achat, ne suffit pas. Cela ne sert même à rien si les revenus sociaux continuent à augmenter comme dans les dernières années. Le CNPF mène donc une double offensive, contre le pouvoir d'achat et contre la protection sociale, présentée comme un gouffre financier qui empêche le guérison de l'économie.

Après son élection, Mitterrand avait, par nécessité politique, « oublié » le problème, augmenté les allocations familiales, annoncé l'amélioration de certains remboursements et la création d'autres (IVG), promis la retraite à soixante ans. Le tout sous les hurlements de la droite et du patronat. Mais rapidement, après avoir sacrifié à « l'état de grâce », le gouvernement s'est rendu au « réalisme ». Puisque la relance économique internationale qui devait rendre possible le financement de ces mesures n'est pas venue, Mauroy et Bérégovoy ont engagé une offensive sans précédent contre les acquis sociaux : aussitôt la presse bourgeoise a salué le « courage » du gouvernement, tandis que le CNPF tapait sur la table en prétendant qu'il ne s'agissait que des demi-mesures. Cette division du tra-

vail au sein de la droite indique bien la tactique suivie : pousser le gouvernement de plus en plus loin dans les mesures anti-ouvrières, sans jamais s'estimer satisfait, et en mettant la barre toujours plus haut.

Faisons rapidement le bilan des mesures prises depuis septembre 1982 :

- Le plan Bérégovoy pour l'assurance-maladie : les hôpitaux seront gérés sur le principe de l'« enveloppe globale » — un budget attribué en début d'année et auquel l'hôpital devra se tenir strictement — quitte à rentabiliser quelques services et à en fermer d'autres. Les améliorations annoncées de certains remboursements seront annulées et d'autres remboursements (médicaments dits de « confort ») seront diminués. L'instauration d'un « forfait hôtelier » de vingt francs par jour n'est pas toujours définitivement abandonnée.

- Le plan d'économie de l'UNEDIC opère des coupes claires dans l'indemnisation des chômeurs : dix milliards d'économie sur le dos des principales victimes de la crise du système capitaliste !

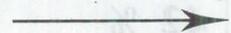
- Le pouvoir d'achat des allocations familiales aura baissé en 1982 et l'allocation pour le troisième enfant a été simplement réduite de moitié !

L'offensive à plus long terme se profile sur le thème suivant : il faut que les travailleurs choisissent entre le maintien du pouvoir d'achat et celui de la protection sociale. Pour les obliger à ce choix, il faut rendre les travailleurs conscients du coût de la protection sociale. Quoi de plus simple, à cet égard, que de la leur faire payer directement ? Voilà pourquoi le gouvernement sous le couvert d'une fausse fiscalisation des allocations familiales (voir encart) prépare la prise

en charge des augmentations de cotisations par les salariés.

Pour les retraites, le chômage, l'assurance-maladie, la fiscalisation n'est pas encore à l'ordre du jour. D'autres projets, apparemment plus anodins, existent : il s'agirait de faire apparaître, sur la fiche de paie des salariés, le coût global qu'ils représentent pour le patron. En plus du salaire net et des cotisations ouvrières, on verrait figurer toutes les cotisations patronales. Derrière ce simple changement technique se profile bien autre chose : comme l'explique Rosanvallon dans *Interventions*, la nouvelle revue du courant rocardien : « Il faudra tôt ou tard en venir à une forme de négociation du salaire réel global, c'est-à-dire du coût du travail proprement dit (...) s'ils [les ouvriers] discutent globalement du coût du travail, ils seraient alors contraints de discuter du salaire indirect destiné à rémunérer ensuite les cotisations de la Sécurité sociale, les garanties de l'emploi, etc... C'est instituer les salariés et leurs organisations en arbitres de cette répartition » (entre salaire direct et indirect). Les patrons ne disent pas autre chose : il faut serrer la ceinture par les deux bouts !

Mais pour « contraindre » les salariés à accepter de négocier en même temps (c'est-à-dire branche par branche, entreprise par entreprise, cas par cas) les salaires et les cotisations, il faut d'abord faire sauter un obstacle considérable : le caractère national, centralisé, unifiant de la Sécurité sociale. Il faut donc la « décentraliser » au maximum. De nobles préoccupations seront certainement avancées pour déguiser un coup aussi brutal contre la classe ouvrière : rapprocher la Sécurité sociale de ses usagers, favoriser la simplification administrative ou même, pourquoi pas, développer l'autogestion et les droits des travailleurs. Quelles qu'en soient les formes, une opération de ce genre est



Une charge induite : la compensation.

Les syndicats ouvriers protestent contre l'obligation faite au régime général de combler le déficit des régimes des non-salariés, agriculteurs principalement, en vertu de la loi dite de compensation votée en 1974.

Ce versement considérable (24 milliards de francs en 1981) est justifié officiellement par les « déséquilibres démographiques » : les agriculteurs sont une catégorie qui compte beaucoup plus de retraités que les autres, il faut bien que la collectivité les aide à supporter cette charge. Et c'est parfaitement exact : il est impossible de demander aux agriculteurs actifs de financer les retraites et les dépenses de maladie de leurs retraités, car il y a autant de retraités que d'actifs agricoles ; cela reviendrait à exiger que chaque agriculteur fasse vivre sa famille et celle d'un retraité...

Pourquoi cette situation ? A cause de l'exode rural qui a fait diminuer de moitié le nombre d'agriculteurs actifs depuis vingt ans et a envoyé les enfants de paysans dans les usines ou les bureaux des villes.

La question qu'il faut poser est la suivante : pourquoi seuls les salariés devraient-ils être « solidaires » ? Pourquoi les autres non-salariés, commerçants, artisans, industriels et professions libérales, sont-ils dispensés de tout versement à la compensation ? Il y a même pire : le régime de retraite de ces non-salariés reçoit plus de trois

milliards de francs du régime général ! Autrement dit, les salariés cotisent pour payer les retraites des patrons...

Comment est-ce possible ? Simplement parce que le seul critère pour calculer combien doit verser tel ou tel régime est celui du nombre de cotisants par rapport au nombre de bénéficiaires de retraites ou de remboursement maladie. Peu importe combien gagnent les cotisants d'un régime. Du moment qu'il y a relativement plus de retraités qu'ailleurs, ils bénéficient de la compensation !

Si les notaires décidaient de créer leur propre régime complètement autonome, les salariés devraient leur verser des centaines de millions de francs pour « compenser » le fait que chaque notaire est le fils d'un notaire retraité !

Une étude officielle du CERC vient de montrer que, si la compensation prenait aussi en compte les véritables revenus des non-salariés (pas ceux qu'ils déclarent au fisc !), c'est eux qui devraient verser au régime agricole ce que les salariés payent aujourd'hui.

Voilà où est le scandale : parce que le fisc et la Sécurité sociale connaissent mal (et ne veulent pas vraiment connaître) leurs vrais revenus, les non-salariés peuvent faire payer à leur place les salariés, tant leurs impôts que leurs cotisations sociales.

Dossier

→ très probable dans les années à venir. Le gouvernement prépare une prise en tenaille de la Sécurité sociale. D'un côté, décentralisation et « responsabilité des salariés ». De l'autre fiscalisation (au moins pour les allocations familiales). Face à cette double offensive, nos réponses doivent être claires.

Nos réponses

● Les patrons n'ont aucun droit de regard sur l'utilisation du salaire indirect. Il n'ont rien à faire dans les

Les prélèvements sociaux dans l'économie : la fausse polémique autour des 42 %

La plupart des débats sur la place de l'Etat dans l'économie tournent autour de la question suivante : oui ou non le capitalisme (ou le libéralisme, ou l'esprit d'entreprise, selon la couleur politique de l'auteur) peut-il survivre à un taux des prélèvements obligatoires supérieur à 42 %, ou 45 %, ou 50 % ?

Mitterrand avait promis, pendant sa campagne électorale, de le stabiliser à 42 %. Giscard affirmait qu'au delà de 45 % on basculerait dans le socialisme. Reagan prétend que la crise provient du découragement des entrepreneurs devant le poids écrasant des impôts, et Chirac lui fait écho en France. A gauche comme à droite, ce taux intéresse décidément beaucoup de monde.

Mais que signifie-t-il au juste, ce taux fatidique ? Tous les participants à ce débat passionné semblent penser que le taux des prélèvements obligatoires mesure la part de l'Etat dans l'économie, ou, comme le dit la droite, la part de la richesse produite que détournent l'Etat et la Sécurité sociale. Statistiquement, ce taux est égal au montant des cotisations sociales et des impôts, divisé par le Produit Intérieur Brut. Pour expliquer sa signification, les journaux disent communément : « quand vous produisez pour 100 F, l'Etat vous en prend 42 et il ne vous reste que 58 F pour vivre ».

Pour inciter les braves gens à se révolter contre cette fiscalité écrasante, « on » oublie souvent deux détails qui ont pourtant leur importance :

1) A quoi servent ces 42 F « détournés » ? A payer les allocations familiales, les soins de santé, les retraites, l'éducation, le système de transport routier... mais aussi l'armée, la force de frappe, la police, les prisons, etc. Que

conseils d'administration des caisses de la Sécurité sociale, qui doivent être composés exclusivement des représentants élus des salariés sur liste syndicale.

● La tutelle de l'Etat ne se justifie pas davantage : les travailleurs et leurs représentants doivent pouvoir décider eux-mêmes de l'affectation des cotisations.

● Non aux projets actuels de fiscalisation ou de démantèlement de la Sécurité sociale. Celle-ci doit satisfaire les besoins des travailleurs et non les nécessités du capitalisme en crise. Il faut non éclater mais rassembler tous les régimes des salariés en un régime unique gérant l'ensemble des risques.

● A propos du « déficit » de la Sécurité sociale : il faut que les patrons paient leurs dettes et que soit créé un fonds de garantie des cotisations (comme existe déjà un fonds de garantie des salaires), financé par les patrons, qui puisse se substituer aux entreprises défailtantes pour verser les cotisations sociales. Il faut que l'Etat cesse de prélever la TVA sur les constructions d'hôpitaux et les médicaments ; qu'il cesse de faire financer les régimes des non-salariés par les cotisations des salariés : il faut augmenter les cotisations des non-salariés et prendre en charge sur le budget de l'Etat les déficits inévitables du régime agricole. En 1981, les salariés ont versé 24 milliards de francs aux régimes non-salariés, plus de trois fois le « déficit » du régime général. Cela doit cesser.

Il est scandaleux d'envisager de nouvelles hausses

ces dépenses soient socialement utiles ou non, elles permettent à des secteurs économiques entiers de vivre, et à des patrons de faire du profit (les trusts pharmaceutiques, les industriels de l'armement...). Quand Chirac parle de diminuer le poids de la fiscalité, chacun sait qu'il ne prévoit évidemment pas de réduire le budget militaire : il n'est pas difficile de deviner à quelles dépenses il compte s'en prendre.

2) Ce taux des prélèvements obligatoires veut-il vraiment dire ce qu'on lui fait dire ? En fait, les prélèvements obligatoires et la part de l'Etat dans l'économie, ça n'est pas exactement la même chose. Prenons le cas de fonctionnaires : puisqu'ils sont payés grâce aux impôts perçus par l'Etat, les impôts et cotisations qu'ils versent eux-mêmes en tant que salariés et consommateurs ne sont pas des prélèvements sur l'économie, mais des prélèvements sur les prélèvements ! En fait, les experts comptent deux fois la même chose, en ajoutant les impôts payés par les fonctionnaires à ceux payés par les autres contribuables.

Pour mieux nous faire comprendre, prenons un exemple tout théorique mais parfaitement parlant. Si l'Etat retenait directement sur les fiches de paye des fonctionnaires l'impôt sur le revenu et la TVA qu'ils payent en consommant, s'il les exemptait donc de TVA sur leurs achats futur, le fameux taux connaîtrait du jour au lendemain une chute spectaculaire. Rien n'aurait pourtant changé dans la réalité économique !

B. Théret et D. Uri ont montré, dans un article de *Critique de l'Economie Politique* (n°21) qu'en corrigeant cette erreur de comptabilité, le fameux taux tombe tout seul à 32,6 % (en 1980), au lieu des 42 % fatidiques. Ils montrent aussi que ce taux corrigé augmente beaucoup moins vite que le taux couramment, mais improprement, utilisé.

Toute la polémique sur le taux des prélèvements cache, mal, la volonté de la bourgeoisie de s'attaquer à la part socialisée des revenus des travailleurs. Démontrer les mensonges et les omissions, c'est contribuer au combat contre ses prétentions.

La réforme du financement des allocations familiales : une fausse fiscalisation

En France comme dans tous les pays capitalistes développés, la part des cotisations sociales dans le revenu national a spectaculairement grimpé : de 13 à 24 % entre 1960 et 1980. Si, pour les prestations, la situation française est intermédiaire entre celle de la RFA et des Pays-Bas (part des dépenses sociales plus élevées), la France est par contre un cas particulier en ce qui concerne les cotisations. Nulle part ailleurs leur importance n'est aussi grande dans le financement des dépenses sociales. La fiscalité française privilégie les cotisations sociales puisqu'elles représentent 42 % des recettes publiques (contre 34 % en RFA, 31 % au Japon, 19 % en Angleterre).

Dans un soi-disant souci de rapprocher la France de la pratique à l'étranger, le gouvernement mijote, comme l'a annoncé Mauroy, une réforme du financement des allocations familiales. Deux autres objectifs sont avoués officiellement : accroître la justice sociale et alléger les charges des entreprises.

1) Quels sont les inconvénients du système actuel ?

Aujourd'hui, les allocations familiales sont financées par une cotisation patronale de 9 % du salaire brut sous-plafond. Ceci signifie que, quand un patron verse 7 000 F (brut) à un salarié, il verse aussi 630 F à la Caisse d'allocations familiales. Mais, comme la cotisation ne s'applique que sur la partie du salaire inférieure au plafond (qui vaut 7 000 F aujourd'hui), le patron paiera également 630 F pour tous les cadres de l'entreprise, même s'ils gagnent 20 000 ou 30 000 F par mois.

Bref, la cotisation pèse proportionnellement beaucoup moins lourd sur le salaire d'un cadre que sur celui d'un ouvrier, même si ni l'un ni l'autre ne la voient sur leurs fiches de pays. Le patron gagne à augmenter un cadre de 1 000 F par mois plutôt que dix ouvriers de 100 F par mois, puisque dans le premier cas la cotisation d'allocations familiales restera ce qu'elle était, alors que dans le second ce sont 900 F supplémentaires qui partiront vers la Caisse d'allocations familiales.

Du point de vue du gouvernement, qui veut développer le travail à mi-temps, ce système a un autre inconvénient grave : deux cadres à mi-temps, payés cha-

cun 7 000 F, coûtent plus cher qu'un cadre à plein temps payé 14 000 F ; en effet, la cotisation que paie le patron pour ce dernier est de 630 F moins élevée que la somme des cotisations pour les deux premiers.

2) Que serait une fiscalisation des allocations familiales ?

Au contraire des cotisations actuelles, l'impôt sur le revenu pèse plus lourd sur les riches que sur les pauvres : le taux d'imposition s'élève quand le salaire augmente. Fiscaliser les allocations familiales, ce serait remplacer les 100 milliards de cotisations actuelles par 100 milliards d'impôts supplémentaires sur les revenus des particuliers. Evidemment, les patrons ne garderont pas dans leurs poches les 100 milliards de cotisations, mais les intégreront dans les salaires versés. A prélèvement total inchangé, les riches paieraient pour les pauvres ! Cela serait certainement un gain important pour les travailleurs, qui ne manqueraient pas de provoquer la colère des possédants.

3) Que prépare le gouvernement ?

La réforme envisagée actuellement n'est absolument pas une fiscalisation, malgré l'habile propagande que mène la presse à ce sujet. En réalité, il s'agirait tout simplement de transformer les cotisations patronales actuelles en cotisations salariales, et de les dé plafonner. Le dé plafonnement est une bonne chose, car les hauts salaires seront ainsi taxés autant que les autres. Mais l'essentiel n'est pas là : en faisant apparaître sur la fiche de paie des cotisations d'allocations familiales (ce qui, à taux de cotisation maintenu, ne change rien au montant du salaire net), les patrons se garantissent contre toute augmentation future des cotisations, inévitable vu la hausse du chômage : dans le système en préparation, les hausses de cotisations, à la charge de salariés, se traduiront obligatoirement par une diminution du salaire net.

Au passage, le gouvernement prévoit de modifier les taux de cotisation de façon à « alléger les charges des entreprises » d'environ 6 milliards de francs. Les patrons seront gagnants sur toute la ligne. Les non-salariés, eux, continueront à payer des cotisations sur les revenus qu'ils déclarent au fisc : les plus aisés, ceux qui ont les moyens de frauder, continueront donc à payer ce qu'ils voudront. La fraude fiscale représente 90 milliards de francs, presque autant que l'ensemble des cotisations d'allocations familiales, mais aucune réforme fiscale ne menace de venir troubler le sommeil de ces braves gens...

de cotisation alors que ce problème des « charges indues » n'est pas du tout résolu, ni en voie de l'être.

Enfin, il faut dé plafonner les cotisations : pour que les cadres contribuent autant que les autres salariés au financement de la Sécurité sociale.

- La médecine ne doit plus être source de profit : un service national de santé doit être créé, à base de centres de santé polyvalents, où les médecins seraient rémunérés directement par la Sécurité sociale. Il faut nationaliser les trusts pharmaceutiques et en finir avec le gaspillage que représente la concurrence à laquelle ils se livrent à coups de matraquage publicitaire et de représentants médicaux. Il faut nationaliser la production de médicaments en ne mettant plus en vente cinq produits identiques qui ne se différencient que par l'emballage, la publicité, le prix.

- Il faut que les retraites suivent au moins les hausses

de salaires et améliorer le niveau des retraites de base. Le système des retraites ne doit plus servir à camoufler des chômeurs agés en jeunes retraités : chacun doit pouvoir choisir le moment de son départ à partir d'un certain nombre d'années de cotisation.

- Les allocations familiales doivent représenter un montant forfaitaire par enfant, qu'il s'agisse du premier ou du dixième enfant.

Mais la question fondamentale va se poser tôt ou tard : le maintien de la protection sociale actuelle, et à plus forte raison son indispensable amélioration, sont incompatibles avec les exigences du capital. Aucune solution acceptable n'existe pour les travailleurs tant que l'économie dans son ensemble reste soumise à ces exigences et que les capacités productives et créatives de la société sont mutilées par la recherche du profit et la compétition capitalistes.

Débat : le « Danton » de Wajda Entretien avec Daniel Guérin,

PARCE que, sous la cendre des connaissances accumulées et des images instituées, le feu n'est point éteint, un film sur la Révolution française ne saurait être anodin.

Le « Danton » d'Andrzej Wajda a suscité beaucoup de remous et déjà fait couler beaucoup d'encre. Il a été promu avec l'appui du gouvernement, subventions du ministère de la Culture et projections semi-officielles. Pourtant, issues des rangs de la majorité, les critiques furent nombreuses et virulentes.

Il est vrai que Wajda prend beaucoup de libertés avec l'histoire légendaire de la Révolution française. Et ce film — où beaucoup ont vu une réhabilitation de Danton contre Robespierre — n'apparaît guère respectueux des images que la France s'est donnée de sa grande révolution.

« Un pays comme la France vit sur une tradition aujourd'hui établie, celle de la Révolution française. C'est un acquis. La révolution n'est pas à l'ordre du jour en France parce que la grande révolution a

Daniel Guérin : — Ce que je critique d'abord, c'est d'appeler le film « Danton ». Danton n'a pas été durant cette période le personnage principal. Danton était un taré, un vénal, c'était un personnage répugnant, et par conséquent, je ne vois pas pourquoi on le monte ainsi en épingle, et en faisant le personnage principal du film.

Mathiez a d'ailleurs apporté des preuves irréfutables de la prévarication de Danton, qui avait, entre autres, touché de l'argent de la Maison royale (avant la chute de la royauté) dans le même temps où il soufflait sur le feu de la Révolution et encourageait les massacres de septembre dont il fut l'un des principaux initiateurs.

Quand à le faire interpréter par Gérard Depardieu, c'est vraiment aberrant. Autant un Bernard Fresson, dans le mauvais spectacle de Robert Hossein, était physiquement, d'apparence, assez proche de Danton, autant il n'y a aucune ressemblance physique entre Depardieu et Danton ; ni dans la carrure, ni dans le nez, très particulier, du comédien.

En tout cas, l'époque se caractérisait

eu lieu », a écrit Louis Mermaz dans « Le Monde ».

Pour nous, qui pensons très exactement à l'inverse de Louis Mermaz, nous considérons comme important le débat provoqué par le film de Wajda. Parce que le film lui-même prête, en effet, à jugements différents. Et surtout parce qu'il fait naître une remarquable incitation à étudier, ou réétudier, cette extraordinaire révolution que fut la Révolution française.

C'est pourquoi « Critique communiste » publie un entretien que nous a accordé Daniel Guérin, auteur de plusieurs livres importants sur la Révolution française, qui permet d'approfondir plusieurs aspects peu connus de cette période. Et deux articles, l'un de Daniel Bensaïd, l'autre de Francis Sitel, qui témoignent d'approches différentes du film lui-même.

En espérant que ces éléments permettront d'aider à la poursuite d'une réflexion et d'un débat qui ne peuvent qu'être enrichissants.

par deux sortes d'hommes : d'un côté, ceux que j'appellerais les « technocrates », et que Michelet appelait les « grands commis » du Comité de salut public, les Carnot, Lindet, Barère, Cambon, Prieur de la Côte d'or, qui étaient les gens qui ont vraiment gouverné la France à cette époque-là. Et puis, d'un autre côté, Robespierre et sa clique, Couthon, Saint-Just, etc., qui jouaient le rôle de médiateurs entre la bourgeoisie révolutionnaire incarnée par ces grands commis, et le petit peuple sans-culotte assidu aux séances du club des Jacobins. Robespierre jouait ce rôle, tantôt allumant, lorsque cela lui était utile, les justes colères du peuple, tantôt, au contraire, mettant l'éteignoir sur cette furie populaire. Et c'est entre ces deux groupes-là que tout se jouait, pas entre Danton et Robespierre ! Danton, au fond, était déjà une figure du passé, un homme de 1792 ; celui de « La patrie est en danger »... « de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace »...

Critique Communiste : — Le film s'ouvre sur le retour de Danton à Paris...

— Il y revient, d'Arcis-sur-Aube,



DEPARDIEU/Danton

pour se concerter avec Robespierre. Les deux hommes discutent de s'allier temporairement afin de mettre un frein à la déchristianisation, et au torrent populaire qui l'alimente.

— C'est à ce moment-là qu'a été préparée la chute d'Hébert et de ses partisans ? (complètement absente du film d'ailleurs...)

— C'est là en effet, probablement, qu'a été préparée la chute des hébertistes et qu'ont été envisagées un certain nombre de mesures, comme par exemple le « gouvernement révolutionnaire jusqu'à la paix », le décret du 4 décembre 1793, qui a créé une « dictature centralisée » avec des « agents nationaux » qui, de plus en plus vont remplacer les représentants en mission. Tout cela, c'est Danton et Robespierre ensemble qui l'ont voulu, et qui l'ont fait. Ils étaient absolument d'accord là-dessus. Il n'y a qu'à se référer aux paroles qu'ils ont prononcées aux Jacobins et ailleurs, durant cette période qui va de la mi-novembre 1793 à janvier 1794, pour voir qu'ils allaient pratiquement « la main dans la main », et que chacun disait à peu près la même chose, en termes un peu différents mais très voisins.

— Le film fait pratiquement l'impasse sur la situation intérieure et extérieure de la France en ce début de 1794. Qu'en était-il vraiment ?

— Extérieurement d'abord, la situation était partiellement rétablie, à la suite de la victoire de Wattignies en octobre 1793. Ce n'était pas encore la victoire finale (qui ne sera remportée que durant l'été 1794), mais enfin, le « péril extérieur » se réduisait et n'était plus aussi alarmant.

Par contre, la situation matérielle des sans-culottes du rang était devenue des plus critiques, par le fait de l'aggravation de l'inflation, le fait que le « maximum », c'est-à-dire le blocage des prix, commençait à être fortement tourné, à l'instigation des possédants, et qu'il y avait en plus, une sévère pénurie de subsistances, en particulier à Paris. Si bien, qu'à la veille de l'exécution d'Hébert et de ses partisans, le petit peuple parisien était tout prêt à se soulever. Mais Hébert, qui était un poltron et un lâche, qui tenait des propos démagogiques, mais néanmoins « cannaït » dès que Robespierre fronçait les sourcils, ne fut pas celui qui lança le mot d'ordre de « l'insurrection ». Il fut le fait de la gauche hébertiste, notamment de François Vincent, qui était secrétaire général du ministère de la Guerre.

Pourquoi Danton s'est-il lancé avec une telle imprudence dans une politique dite de « l'indulgence », c'est-à-dire de pardon des « adversaires » ? C'est parce qu'il y était incité par l'exécution d'Hébert et le coup dur porté au gauchisme.

— Et sur le rapport entre la Terreur et la Guerre civile, parce que tout le film, et beaucoup d'explications apportées sur le film, braquent le projecteur sur la Ter-

reur comme embryon d'un mécanisme totalitaire, mais en revanche, masquent complètement la guerre civile et les affrontements de l'époque. Comment vois-tu la modification du mécanisme de la Terreur par rapport, justement, au recul, ou à la répression du mouvement de masse lui-même ?

— Il faut dire d'abord, qu'il y a eu plusieurs sortes de Terreur. Il y a eu la Terreur populaire, incarnée par les comités révolutionnaires, c'est-à-dire par les sans-culottes du rang, très vigilants, qui démasquaient les contre-révolutionnaires quand ils arrivaient à les débusquer dans les quartiers. Et puis il y a eu la Grande Terreur, qui s'est déroulée de juillet à août 1794, alors que les chefs hébertistes et dantonistes avaient déjà disparu. Cette terreur a été encouragée par Robespierre, qui voulait se débarrasser d'un certain nombre d'opposants (parce que son pouvoir était de plus en plus instable). Ces opposants étaient à la fois des rescapés de l'hébertisme et du dantonisme, car il en restait quelques uns, et plusieurs membres éminents du Comité de salut public.

La loi dite de Prairial a été, de la part de Robespierre, une grave erreur politique ; parce qu'elle a fait sentir à tous ces gens qu'ils étaient menacés, directement, physiquement ; et c'est pourquoi ils ont manigancé ensemble, avec les grands commis de la bourgeoisie révolutionnaire, le complot du 9 Thermidor, pour se débarrasser de Robespierre parce qu'ils craignaient pour leur peau.

— Donc la Grande Terreur qui est généralement mise en lumière, s'est « emballée » justement au niveau du pouvoir, mais une fois que le mouvement de masse lui-même ait été refoulé ?

— C'est exact ! Parce que Robespierre s'est retrouvé seul, livré à lui-même, s'attribuant un rôle de grand prêtre du culte de l'Être suprême, alors que le gouvernement dans son ensemble n'avait plus d'assise politique sûre, était très ébranlé ; la Terreur représentait pour lui un moyen ultime d'échapper à la déstabilisation.

— On estime entre 35 000 et 40 000 morts sous les deux années de Grande Terreur entre 1793 et 1794... dont les trois-quarts l'auraient été pour des cas de rébellion contre la République (vendéens, royalistes...). Ainsi, de mars à octobre 1793, il n'y aurait eu que 66 condamnations ; d'octobre à décembre 1793, 177 condamnations et 4 500 emprisonnements, et puis, vers mars, avril et mai 1794, une « crête » à 10 000 condamnations...

— Quant à la Terreur de 1793, elle avait été, pour une part, le fait de petits-bourgeois exaspérés qui, pour ne rien lâcher d'essentiel sur le plan social aux sans-culottes les plus avancés, avaient préféré les « calmer » en faisant tomber des têtes.

Ainsi, pendant toute une période, la Terreur a été un instrument de pouvoir. Par exemple, dans le cas des généraux Dumouriez et Custine, pour faire avaler

au peuple les défaites subies par eux, il était expéditif de leur couper le cou. L'exécution de Marie-Antoinette fut l'aboutissement de la haine portée par le petit peuple à l'« Autrichienne » qui avait poussé son époux à trahir.

Enfin, il faut noter que cette Terreur a surtout touché d'autres éléments que les sans-culottes. Même, dans sa période la pire, la Grande Terreur de 1794, elle frappait indifféremment des laquais, des femmes de ménage, des fraudeurs, n'importe qui, mais pas tellement les sans-culottes avancés. Finalement, autour d'Hébert, le nombre de citoyens exécutés fut restreint.

En ce qui concerne la démoralisation des masses, on peut noter qu'elles ont commencé lors du découragement engendré par la chute des hébertistes en mars 1794. Là-dessus, on a des témoignages fidèlement recueillis par les agents secrets du ministère de l'Intérieur, qui se mêlaient au peuple et dont les rapports témoignent de son profond désarroi. On a vu dans certaines sections des sans-culottes, après l'exécution d'Hébert, briser des bustes de Marat.

— Que penses-tu de ta polémique directe ou indirecte avec Albert Soboul sur la Révolution française ?

— Je pense que Soboul s'est complètement trompé, à cause des relents de stalinisme dont il restait intoxiqué, sur la spécificité de la Révolution, qu'il s'entête à proclamer exclusivement bourgeoise. C'était une révolution bourgeoise, bien sûr, puisque dans ses résultats elle a abouti au triomphe de la bourgeoisie, mais s'y ajoutaient des embryons de révolution anti-bourgeoise et anti-capitaliste.

— Il ne le nie pas entièrement que, dans le Tiers état, par exemple, il y ait eu des fractures de classe.

— Il ne le nie pas, mais masque un certain nombre de données, notamment qu'un certain nombre de militants, dans les sociétés populaires de province et à Paris même, dans les sections avancées en étaient arrivés à tenir des propos et à présenter des revendications de caractère nettement collectiviste. A savoir, on ne peut pas arriver à imposer et à stabiliser le blocage des prix si on ne va pas plus loin en ce qui concerne la propriété privée. Cela, Soboul ne veut pas l'admettre.

Bien entendu, on ne pouvait pas, à l'époque, déboucher sur le collectivisme, et je n'ai jamais prétendu que l'on pouvait y parvenir. Mais j'ai soutenu que la Révolution s'est heurtée à un mur alors infranchissable, avec néanmoins des poussées assez fortes pour essayer de le franchir.

— Quel jugement portes-tu sur les travaux de Mathiez, qui fut le premier à éclairer différemment la figure de Robespierre ?

— Je pense qu'il l'a fâcheusement déformé en le défiant ; car Robespierre

était un personnage extrêmement complexe, avec des côtés « progressistes » et des côtés conservateurs ; à partir du moment où on l'idéalise et où l'on en fait « l'avant-garde de la Révolution », on tombe à côté de la plaque.

J'ai l'impression que dans sa « Révolution française », dans la collection Armand Colin, autant les deux premiers volumes sont limpides et remarquables, autant le troisième m'a paru à peu près incompréhensible. Il a tellement embrouillé les événements et les faits pour disculper Robespierre et le porter aux nues qu'il s'est attardé sur un tas d'a-côtés sans grande importance (par exemple, la conspiration de l'étranger, etc.)

— Tu dis que dans la Révolution française il y avait des mécanismes, des tendances sociales, qui aboutissaient à des revendications collectivistes, qui mettaient en cause la propriété privée comme fondement des inégalités mais ne pouvaient l'emporter. Comment te situes-tu par rapport aux courants qui traversent la Révolution française ? Jaurès prend une position apologétique, disant que « puisqu'on ne pouvait pas aller plus loin, le mieux c'était de s'incliner devant la fraction la plus radicale de la bourgeoisie de l'époque ». Mais tu dis, toi, que Marx n'était pas d'accord sur ce point.

— En fait, Jaurès ne faisait pas que s'incliner ; il *exaltait* la Convention en tant que telle. Or, la Convention était une assemblée des plus hétéroclites, au sein de laquelle il y avait une toute petite extrême-gauche, une gauche montagnarde et robespierriste qui n'était pas si nombreuse, et une masse compacte qu'on appelait « la Plaine » ou « le Marais », composés de réactionnaires fieffés qui se taisaient parce qu'ils claquaient des dents. L'un d'eux, l'abbé Sieyès, disait après coup « pendant la Terreur... j'ai vécu » mais sans ouvrir la bouche...

Et puis, il y avait les Girondins, devenus contre-révolutionnaires par peur des masses, qui ont été liquidés, mais en partie seulement, et pas du tout après leur chute parlementaire, le 31 mai 1793, mais seulement à l'automne suivant.

Et pour en venir à Marx, il y avait, je crois, deux hommes en lui à propos de la Révolution française (comme sur d'autres problèmes d'ailleurs). Il y avait un Marx qui était au fond partisan (il l'a d'ailleurs dit expressément !) de la *révolution permanente*. Eh oui, la *révolution permanente* n'est pas une invention de Trotsky, elle était déjà dans Marx et Engels ! Donc, il y a ces positions marxiennes sur la révolution permanente, selon lesquelles les représentants principaux du mouvement révolutionnaire étaient les Enragés : Jacques Roux, Théophile Leclerc et Jean Varlet.

Et puis, il y avait un autre Marx, obnubilé par la tradition dite jacobine, et qui portait très haut le Comité de salut public, c'est-à-dire ceux-la mêmes qui ont exterminé l'aile gauche de la Révolution.

Tout cela est donc très contradictoire

chez Marx tandis que chez Lénine, on trouve seulement le second aspect, à savoir, l'exaltation du « jacobinisme », notion vague, mal connue et insuffisamment définie.

— Tu penses que c'était par un trait de caractère ou plus simplement par méconnaissance ?

— Je pense que c'est largement par méconnaissance. D'ailleurs il est à noter qu'en 1928 parut en Allemagne un livre de Hermann Wendel sur *Danton*, qui faisait du tribun le héros de la Révolution française, et tous les staliniens de l'époque, y compris Staline en personne, ont lu ce livre et en ont déduit que Danton représentait le *nec plus ultra* de la Révolution française. On raconte que Mathiez, après s'être rendu à Moscou et y avoir rencontré Staline, lorsqu'on lui demanda à son retour : « Alors ? comment est le « grand » homme ? que vous a-t-il dit ? », répondit avec un haussement d'épaules méprisant : « Pff... Dantoniste ! »

Car il faut savoir gré à Mathiez d'avoir rendu un réel service à l'Histoire, en contribuant à démasquer Danton, en découvrant et révélant des preuves écrites de sa vénalité.

Ce qui est, en revanche, plutôt répugnant, c'est que Robespierre, lorsqu'il se rapprocha de Danton contre les déchristianisateurs à la mi-novembre 1793, savait pertinemment, et de A jusqu'à Z, toutes les saloperies de Danton.

— Le film le dit assez explicitement, Robespierre le présentant comme un choix politique...

— Il y eut aussi, de la part de Robespierre et Danton, de mèche, des contacts secrets noués avec des émissaires britanniques en vue de pourparlers de paix. Mais ces tractations ont été contrecarrées par Barère, qui était l'ennemi n° 1 de la « perfide Albion » et voulait lutter contre elle jusqu'à l'anéantissement complet du rival britannique.

Et comme ces tractations ont été prochées à Danton, Robespierre avait peur que l'on découvre la part qu'il y avait prise ; et c'est une des raisons qui lui ont fait « lâcher » Danton.

Et puis, il y avait aussi cet étourneau de Camille Desmoulins, qui a commis gaffe sur gaffe dans les pages de son journal *Le vieux Cordelier*. Au lancement du journal, Robespierre l'avait encouragé à ouvrir sa campagne pour « l'indulgence ». Mais Desmoulins exagéra tellement, dans l'ivresse que lui procurait la chute des hébertistes, que Robespierre dut le lâcher lui aussi, ce qui lui fut pénible, s'agissant d'un ancien condisciple particulièrement aimé. Ceci dit, Desmoulins était un très brillant polémiste... mais il avait un peu trop tendance à s'enivrer de ses propres talents.

— Et fouquier-Tinville, montré dans le film, de façon plus complexe, illustrant



« Danton conduit au supplice » (Sanguine de Wille fils)

culté de deux réunions hebdomadaires. Mais les sans-culottes tournèrent la difficulté en créant les sociétés populaires des sections, ou sociétés sectionnaires qui, elles, pouvaient se réunir quand elles le voulaient. Elles se fédérèrent à leur tour et jouèrent un rôle important dans les derniers mois précédant la chute d'Hébert. En outre, à la différence des sections, les femmes avaient voix délibérative dans les sociétés sectionnaires.

Les « Enragés » quant à eux, ont été odieusement persécutés par Robespierre à partir de juillet-août 1793. Il alla jusqu'à utiliser contre eux la veuve de Marat. Il fit envoyer Théophile Leclerc à l'armée, ce qui était un bon moyen de s'en débarrasser, et Jacques Roux, traduit devant le

Tribunal Révolutionnaire en janvier 1794, se suicida pour éviter d'y être condamné. Varlet fut emprisonné, puis politiquement neutralisé.

D'ailleurs, les Enragés n'étaient pas, à proprement parler, « le peuple » mais ses authentiques porte-parole, des hommes instruits qui avaient fait des études sérieuses, mais ils vivaient et militaient parmi les humbles (Jacques Roux par exemple, à la section des Gravilliers, le postier Jean Varlet, orateur de plein air). Babeuf, le futur communiste, sans avoir effectivement fait partie des « Enragés », en était très proche.

Propos recueillis le 3 février 1983
par Daniel Bensaïd et Michel Laszlo

Un chef-d'œuvre qui dérange et déroute

Ils n'ont pas tort, bien sûr, ceux qui dénoncent dans ce film ses limites : la réduction de la lutte à mort entre fractions révolutionnaires en Germinal 1794 à l'affrontement de deux caractères, l'escamotage de l'élimination des hébertistes, de la guerre aux frontières et de la guerre civile, l'absence du peuple... Et de pointer ce qui peut être perçu pour analogies douteuses et sous-entendus implicites.

Mais la vraie question est de savoir si ce film est médiocre ou sublime, s'il est une transfiguration ou une falsification de l'Histoire.

Si l'on reçoit ce film comme un chef-d'œuvre, on doit admettre que, même historiquement contestable, sa « vérité » n'est pas appréhendable par de telles lectures « rasant », qu'il faut accepter la vision en contre-plongée à la quelle nous invite Wajda.

Il s'agit d'un film hanté par l'angoisse d'une question : la révolution peut-elle triompher ? En ce sens que vouloir la révolution, c'est vouloir le bonheur du peuple par le pouvoir du peuple. Et la figure tragique de Robespierre — quel extraordinaire comédien que Wojcieck Pszoniak ! — est celle de celui qui veut la révolution jusqu'à en être consummé mais qui, en même temps, est d'une lucidité absolue sur ce que sont les ressorts de l'Histoire, mécanique implacable que symbolise la guillotine. Béance morbide au cœur même du film !

Pour ceux qui, plus que d'autres, savent que le feu de la révolution est indissociable des calculs glacés de la froide raison, expression du jeu complexe des passions et des machinations ; qui savent, plus que d'autres, les échecs et les trahisons dont la révolution est victime, pas question de livrer ce film admirable sur la révolution aux ennemis de la révolution !

Dire que ce film est un chef-d'œuvre, c'est accepter qu'il dérange et déroute. C'est comprendre qu'il ne saurait se prêter aux analyses scolaires. Celles qui voudraient distinguer le passé et le présent, la Pologne et la France, et l'histoire de l'art.

Car, au nom de la révolution, tout est, en effet, mêlé. Et d'hier à aujourd'hui, de là-bas à ici, les échos se répondent lorsque l'on voit ces queues d'affamés aux portes des boutiques, ces procès politiques et ces déchaînements où passions et intérêts s'affrontent.

Non, il ne s'agit pas d'un « film historique », même s'il est aussi cela, qui permettrait aux esprits paresseux de faire l'économie de la lecture des livres. Non, il ne s'agit pas d'un « film à clefs » qui chercherait à déjouer la censure bureaucratique.

Rien, dans le film lui-même, ne permet de dire, comme l'ont prétendu certains, que l'af-

Quelques livres sur la Révolution française

— **Michelet** : « La Révolution française ». Publié de 1847 à 1853, l'ouvrage de Michelet est traversé par un souffle extraordinaire. Sublime, son Histoire est sans doute encore aujourd'hui la plus lue. Collection « Bouquins » chez Robert Laffont, deux vol.

— **Jaurès** : « Histoire socialiste de la Révolution française », publiée de 1901 à 1904. Réédité aux éditions sociales, huit vol.

— **Mathiez** : « La révolution française ». Ecrit en 1922-27.

— **Lefebvre** : « La Révolution française », 1930. Sur la révolution paysanne notamment. Réédité aux PUF en 1963.

— **Guérin** : « La lutte de classes sous la Première République. Bourgeois et bras nus », 1943/44. Réédité chez Gallimard en 1968, deux vol.

— **Soboul** : « Histoire de la Révolution française ». Un exposé précis devenu « classique ». Collection « Idées », 1964, deux vol.

— **Soboul** : « Les sans-culottes ». Collection « Politique » au Seuil.

Documents publiés dans la collection « Archives Julliard » : « Les femmes et la Révolution française » (n° 41). « Les français ont la parole. Cahiers des Etats Généraux » (n° 1).

frontement Danton-Robespierre serait le déguisement du conflit Walesa-Jaruzelski, rapprochement insultant pour Walesa et calomniateur pour Robespierre. L'intensité douloureuse de Robespierre est celle d'un homme, exténué, qui est amené à décider la Terreur. Et la dictature, que lui propose Saint-Just, ce sera celle, l'Histoire a tranché, non pas de Robespierre mais de Bonaparte !

le malaise qu'a provoqué le film de Wajda — qu'on lise les commentaires et débats qu'il a suscités ! — est l'expression d'une œuvre trop forte pour être pliée à une lecture unique, partisane de surcroît.

Wajda a concentré le foisonnement révolutionnaire en un conflit d'un moment et capté la tempête pour l'enfermer en un fatal huis clos. Alors que vont se dissocier ces deux hommes, qui sont la Révolution, Danton et Robespierre. Quand les contradictions vont être portées à leur exacerbation maximum.

On a reproché à Wajda de sombrer dans une vision psychologique, voire freudienne, de l'Histoire. Fausse lecture d'une transfiguration artistique, toute symbolique !

Le face à face Danton-Robespierre oblige à personnaliser à outrance ces deux figures épiques — on peut discuter à l'infini sur la vérité psychologique des deux personnages, là n'est pas l'essentiel. Le film de Wajda dit autre chose, qui n'est pas d'ordre psychologique. La scission — inéluctable, mais mortelle — de la révolution que cristallise l'opposition de ces deux figures, dont l'affrontement même condamne la révolution à sa perte.

Danton qui, dès lors qu'il se sépare de Robespierre, est le symbole d'une réalité. Son attachement à la plèbe, sa truculence, son insatiable appétit de vivre, sa démagogie même sont signes de la force de vie du peuple, d'une révolution qui s'épuise et veut vivre et mourir.

Robespierre qui, dès lors qu'il est séparé de Danton, est le symbole d'un idéal qui se désincarne en une froide raison calculatrice, machinique et impuissante, inapte à enrayer une terreur implacable.

Et tandis que l'un se targue de toujours savoir flatter le peuple et de le soulever, l'autre s'en sépare inéluctablement. Démagogie stérile, d'un côté, insensée idéalisation de l'autre : la révolution est perdue et le peuple condamné. Danton s'époumonne en vain pour dominer son procès, Robespierre se déguise pour préparer la fête de l'Être suprême : deux impasses.

Sans doute on est loin de la vérité historique, anecdotique. On est aux antipodes des commentaires imbéciles sur la « réhabilitation de Danton contre Robespierre ». Alors que ce que dit le film de Wajda c'est que, d'une certaine façon, Robespierre et Danton ne font qu'un et que leur impossible réconciliation scelle l'échec de la révolution.

Car, dans ce film, tout signes d'une méditation, plus philosophique qu'historique. Et là est la force, immense, de ce film : restituer la révolution comme objet d'angoisse, bousculant les dénégations et les momifications...

Les symboles sont incarnés : dans la voix brisée de Danton rendu aphone d'avoir trop crié sa rage impuissante, dans la sueur d'angoisse, la peur quasi mystique de Robespierre. Tout en signes.

Signes d'une mécanique immense et cachée, implacable et fragile, qui est la révolution même. « Une révolution qu'on ne peut arrêter » dit Danton. Oui, c'est vrai, les mem-

bres du Comité de Salut Public sont inquiétants de laideur, caricaturaux. Quoi de commun entre la réalité de Saint-Just, Collot d'Herbois, Billaud-Varenne ou Carnot et ces marionnettes grimées, grises et hideuses ? Rien, sinon les signes, par la volonté de l'artiste, de la fatigue, de l'épuisement des hommes alors que la révolution est à son paroxysme. Les signes de la faiblesse dérisoire des individus emportés par une tourmente dont ils tiennent les leviers et qui va les happer.

La puissance de Danton n'est pas le sujet du film, sa virilité presque bestiale ne saurait arrêter le couperet implacable de l'Histoire. Le sujet le plus profond c'est l'angoisse de Robespierre, celui qui a le pouvoir, mais ne peut qu'en être l'exécuteur. Sa froide passion, son effrénée lucidité font de lui un démiurge qui n'est pas dupe. Il sait que les forces de l'Histoire dépassent ses sentiments et ses désirs, qu'inégalement elles précipitent sa déchéance.

« Personnage séparé », conscient de ce qui est enclenché et que rien ne saurait arrêter, car aucune poigne ne peut retenir le torrent déchaîné. il est une question, une angoisse : n'est-il de révolution que condamnée à dévorer ses enfants ? Ceux qui veulent le bonheur du peuple sont-ils condamnés à provoquer ses malheurs ? Ceux qui luttent pour la liberté du peuple sont-ils nécessairement conduits à devenir des tyrans ?

Tel est le sens de ce personnage douloureux de l'enfant — presque un fils — que l'on a contraint, à coups de tornioles, à apprendre par cœur l'énoncé des droits de l'Homme. Pour les réciter à celui qui en est le père !

N'est-il de pouvoir que tyrannique ? Le totalitarisme est-il la nécessité intrinsèque de la politique révolutionnaire ? Telles sont les questions qui obsèdent l'auteur de Danton. Les moments extraordinaires du film, qui en constituent la trame symbolique et réelle, sont ceux où Wajda nous rend visible le pouvoir. Paradoxe, car quoi de moins « cinématographique » que le secret de l'exercice de la puissance politique ? Ainsi, lorsque, de façon inopinée pour les autres membres du Comité de Salut Public, Robespierre décide, cette nuit même, de « foudroyer » Danton. Ainsi, lorsque Fouquier-Tinville, sur ordre de Robespierre, exclut Danton de son propre procès, lorsque Robespierre ordonne à David s'effacer la figure de Fabre d'Églantine de la fresque immortalisant le Serment du jeu de Paume. Ou bien, scène prodigieuse, lorsque Robespierre « retourne » la Convention et lui fait avaliser l'arrestation des dantonistes.

Au cours de cette scène, subrepticement, la caméra nous montre un instant, de biais, Robespierre, derrière le pupitre, haussé sur la pointe des pieds... Alors que l'image est prodigieuse qui nous dévoile la discordance entre l'événement qui noue l'Histoire, sous la puissance du verbe implacable de Robespierre, et l'individu, un instant maître des forces qui le dépassent infiniment...

A ces questions, majeures, qui ne sont pas celles de la seule « révolution française », mais celles de la Révolution, de l'Histoire, Wajda ne répond pas. Ou, peut-être, répond mal. Là n'est pas l'essentiel qui est d'avoir su les porter à l'écran. En une œuvre ouverte. Tel est le travail de l'artiste, qui n'a à être ni auteur de thèse, ni responsable politique. Et, d'ailleurs, ces réponses, ce n'est pas au cinéma de les donner !

Francis Sitel





PSZONIAK/Robespierre

La révolution escamotée

Le Danton du cinéaste polonais Andrzej Wajda était attendu comme une sorte de Samizdat aux couleurs de la grande Révolution française. La presse et les médias ont aussitôt enfourché allégrement les analogies faciles : Walesa = Danton, Robespierre = Jaruzelski, et même Danton = Trotsky ! Si Danton était réellement Walesa (ce Danton aviné, incarné par Depardieu qui semble égaré dans un remake des *Valseuses*), cela n'augurerait rien de bon quant à la trajectoire du dirigeant de Solidarnosc. Que Robespierre puisse évoquer Jaruzelski, et vice-versa, c'est déjà confondre la victime de Thermidor et le thermidorien : Robespierre a pu représenter la bourgeoisie révolutionnaire à son apogée, avec ses limites de classe, mais sans aucun doute révolutionnaire ; et c'est dans cette mesure qu'il émet jusqu'à nous les échos d'une tragédie et de problèmes universels. Jaruzelski, au contraire, est un thermidorien, directement affecté aux tâches de la réaction bureaucratique, sans même avoir eu à passer par la révolution. Quant à un Danton-Trotsky, c'est déjà passer les bornes de la fantaisie historique...

Le problème, c'est que le film est projeté pour l'instant en France, et qu'il y traite d'un moment crucial de la révolution française, sous la république molle de M. Mitterrand. Or, vue du côté du monde qui se prétend libre et déploie ses missiles, la révolution française de Wajda conduit (consciemment ou non) à une seule conclusion. Le choix n'est plus entre Danton et Robespierre, jouets plutôt qu'acteurs d'un même destin qui les conduit à la guillotine. La véritable accusée, c'est la Révolution elle-même. Accusée d'autant plus vulnérable que le propos de Wajda confond en permanence la Terreur et Thermidor, la Révolution qui s'essoufle et la contre-révolution qui fourbit ses armes.

D'ailleurs le président en exercice de l'Assemblée nationale, Louis Mermaz, agrégé d'histoire de son état, et social-démocrate de conviction, n'a pas manqué de tirer la morale de cette fable : « Une révolution ne sera jamais un bien en soi. On ne peut qu'être contre de ce point de vue. » (*le Monde*, 17 janvier 1983). Il y a longtemps que la bourgeoisie a pris peur de ses audaces passées et n'aime plus guère entendre célébrer ses ancêtres révolutionnaires. En 1793, elle avait déjà la sans-culotterie dans la foulée. En 1848, elle avait déjà le prolétariat sur les talons. Depuis, le flambeau de la révolution a changé de mains.

En toute logique, les sociaux-démocrates à la Mermaz disent aujourd'hui tout net qu'on ne les y reprendra plus.

Pour revenir au film de Wajda, sans chercher à en faire le tour, nous aborderons brièvement trois questions.

Bien sûr, c'est du cinéma, de la fiction, de l'art... Oui, mais c'est une fiction qui pètrit à sa guise un mythe historique au service d'un propos politique contemporain. Sa force de conviction ne tient pas seulement à ses dialogues, à son récit, mais aussi à la force d'authenticité que lui apportent des personnages empruntés à l'histoire, et qui se présentent au spectateur avec toute leur charge symbolique et leur densité historique. Une œuvre de fiction qui, au lieu d'emprunter à l'histoire, nous présenterait les mêmes dilemmes à travers des Dupont et des Durand anonymes ne ferait pas le poids, pour remettre en cause des événements et des idées d'une telle envergure.

Où est passée la Révolution française ?

Or, Wajda a complètement escamoté la Révolution française. Il ne reste en scène que des mannequins. Où sont passées la guerre aux frontières et la guerre civile, dont la Terreur n'est après tout que le sommet le plus visible ? Où sont passées les masses révolutionnaires de la sans-culotterie parisienne qui ont si souvent forcé la main de la Montagne ?

Toute la perspective est faussée. Dans la balance dont Robespierre est le fléau, il manque un plateau. On nous présente Danton, avec en arrière fond tous les fatigués de la Révolution, dont il est le champion, et derrière encore, la réaction cléricale, bourgeoise, aristocratique même, qui attend son heure. Mais où est passé l'autre plateau, qui permet un temps à Robespierre de tenir l'équilibre : celui des bras nus, des sans-culottes, des sections parisiennes, dont les Enragés, puis les hébertistes ont interprété les aspirations révolutionnaires.

Le film commence le 20 novembre 1793, avec l'arrivée de Danton à Paris, après une retraite à Arcis-sur-Aube. Il s'achève en avril 1794, avec l'exécution de Danton et de Desmoulins. Entre temps, Robespierre et Danton ont agi dans le même sens, si ce n'est ensemble, pour refouler et mettre au pas le mouvement de masse. Ils ont porté un coup d'arrêt à la déchristianisation. Ils ont remis en selle la hiérarchie militaire et la discipline dans les armées. Ils ont déserré la contrainte économique au profit de la bourgeoisie tout en maintenant les sacrifices pour le petit peuple. Le pouvoir de la Commune Parisienne et des sections a été plié à l'autorité centralisatrice du Comité de Salut Public par les décrets de décembre 1793. Les hébertistes ont été liquidés en mars, un mois avant Danton et les indulgents, sans qu'il en soit pipé un mot, sans qu'on y fasse la moindre allusion.

Le reproche ne vient pas d'un souci d'équité, mais de logique. Robespierre a voulu couper les deux branches de son balancier de funambule pour les tenir égales. Mais après la liquidation de sa gauche et de sa droite, il n'avait plus de balancier. Il devait s'écrouler. Une fois seulement dans le film on entend Danton évoquer, pour la rejeter fermement, l'idée d'une insurrection populaire : ce serait incontrôlable. C'est bien aussi l'idée de Robespierre qui, le 9 thermidor, ne se rendra qu'avec répugnance à l'Hôtel de Ville pour y tenter une insurrection sans conviction. Le fait est qu'il n'en avait plus guère la possibilité. Depuis décembre 1793, sa politique avait déçu et démobilité la sans-culotterie la plus énergique. Elle le laissa choir, et ne bougea qu'un an plus tard, en prairial an III, pour se défendre dans un dernier sursaut désespéré.

Chez Wajda, il n'y a plus de révolution. Il ne reste qu'une énorme machine judiciaire, devenue folle, et deux caractères happés par la machine. Du moins, le film (mais dans ce

cas il semble que ce soit plutôt le mérite de la pièce dont il est tiré) échappe-t-il au mani-chéisme, grâce au remarquable discours de Robespierre à la Convention, qui est sûrement l'un de ses moments les plus forts.

Où est passé Saint-Just ?

La Révolution escamotée, engloutit avec elle Saint-Just. En son lieu, sous son nom, et dans ses horipeaux, il ne reste qu'un freluquet excité et fanatique. Ici la falsification dépasse les bornes.

Loin de nous l'idée de faire de Saint-Just un héros positif, tout d'une pièce, le Rimbaud immaculé de l'an II. Il trimbale ses ambu-guities et décoche ses coups bas. Il est, contre Danton et les Indulgents, l'artisan d'un procès à base d'amalgames.

Mais il dépasse de cent coudées la plupart de ses contemporains. Que l'on relise ses discours. Il y passe le souffle d'une bourgeoisie encore confiante dans la portée universelle des valeurs dont elle se croit porteuse. Il chancelle au bord de la grande fracture qui va scinder à jamais le Tiers-Etat entre une nouvelle classe dominante, bourgeoise, ramenée à la dimension de ses intérêts étroits, et une classe exploitée, le prolétariat en gestation.

C'est lui qui a dit : « *Les circonstances ne sont difficiles que pour ceux qui reculent devant le tombeau* ». Et : « *l'amour propre du peuple a plus d'vsprit que nous* ». Et « *Ce qui produit le bien général est toujours terrible ou paraît bizarre quand on commence trop tôt* ». Et : « *La liberté qui conquiert doit se corrompre* ». Et : « *Il faut d'abord vaincre l'armée si vous voulez qu'elle vaille à son tour* ». Enfin : « *Ceux qui font les révolutions à moitié n'ont fait que se creuser un tombeau* ».

Cette dernière phrase, il a dû la remacher pendant le long silence qui commença à midi le 9 thermidor, lorsque fut interrompu son discours à la tribune de la Convention, et s'acheva sur l'échafaud le lendemain à 7 heures du soir. Pendant ces trente et une heures, il s'est tu, observant les hésitations de Robespierre, méditant peut-être ses propres recules, parce qu'il incarne sûrement mieux que tout autre les contradictions mortelles d'une bourgeoisie révolutionnaire, acculée à s'appuyer sur la sans-culotterie et à recourir aux méthodes révolutionnaires sur le plan économique comme militaire pour briser la réaction et asseoir son propre pouvoir, il semble entrouvrir les portes du futur.

Il lui arrive de vaciller aux confins du libéralisme bourgeois et d'un internationalisme ébauché, quand il dit : « *Il y a trois sortes d'infamies sur la Terre, avec lesquelles la loi républicaine ne peut pas composer : la première ce sont les rois ; la seconde, c'est de leur obéir ; la troisième, c'est de poser les armes s'il existe quelque part un maître et un esclave* ». Ou quand il inscrit dans son projet de Constitution : « *La patrie d'un peuple libre est ouverte à tous les hommes de la Terre* ».

Partisan d'un pouvoir révolutionnaire d'exception, il eut à faire face à toutes les indignations hypocrites et formelles qui s'accommodent de la tyrannie quotidienne, mais réprouvent la violence qui brise les chaînes : « *Les hommes n'ont été sauvages qu'au jugement des oppresseurs ; il n'étaient point féroces entre eux ; mais ceux aujourd'hui qui font la guerre à la liberté ne nous trouvent-ils point féroces parce que notre courage a voulu secouer leur règne ?* » S'inspirant de Rousseau, il définit dans son essai de Constitution une démocratie qui n'a pas encore rompu avec les principes de démocratie directe : « *Les mem-*

bres du conseil de la République, les ministres, les administrateurs sont les mandataires de la nation ; ils ne la représentent point. »

Il est vrai que cette proposition date d'avril 1793, en plein essor du mouvement révolutionnaire. Six mois plus tard, il accompagnera la volte-face de Robespierre, soutiendra les restrictions imposées aux sections de la sans-culotterie, appuiera les décrets de décembre qui consolident le pouvoir du Comité de Salut Public contre les organes de démocratie directe de la Commune. Il finira, après que la politique robespierriste ait sapé la base sociale qui la portait, par proposer comme ultime recours de confier le pouvoir à la dictature du seul Robespierre.

En contre-partie, on trouve chez lui des éclats qui brillent encore. C'est le cas de sa méfiance envers l'armée, qui s'érige en corps séparé : « *L'élection des généraux est le droit de la cité entière. Une armée ne peut délibérer ni s'assembler. C'est au peuple même ou à ses légitimes représentants qu'appartient le choix de ceux dont dépend le salut public... La force publique est le peuple en corps, armé pour faire exécuter les lois.* » Mais cette méfiance envers l'armée peut encore basculer aussi bien du côté de l'armée populaire de milice, que dans le mythe de la grande muette qui exclut de l'armée toute citoyenneté active.

C'est encore le cas de sa sensibilité aux premiers symptômes de bureaucratization de la Révolution, au sein même du Comité de salut public. Il affirme : « *Les représentants du peuple, les généraux, les administrateurs sont environnés de bureaux comme les anciens hommes de palais ; il ne se fait rien et la dépense est pourtant énorme. Les bureaux ont remplacé le monarchisme ; le démon d'écrire nous fait la guerre, et on ne gouverne point.* » Et il conclut : « *Le service public tel qu'on le fait n'est pas vertu, il est métier... Plus les fonctionnaires se mettent à la place du peuple, moins il y a de démocratie.* »

Enfin, celui qui avait mis la main à des procès truqués et défendu jusqu'au bout le pouvoir d'exception, celui aussi qui avait écrit : « *Les institutions qui sont l'âme de la République nous manquent* », achève son dernier discours, qu'il ne pourra prononcer, par un sursaut contre le déchiement de l'arbitraire. Il s'écrie alors : « *Avez-vous vu des orateurs sous le sceptre des rois ? Non. Le silence règne autour des trônes ; ce n'est que chez les peuples libres qu'on a souffert le droit de persuader ses semblables.* » Et il dépose le texte d'un dernier décret, qui est aussi son testament : « *La Convention nationale décrète que les institutions, qui seront incessamment rédigées, présenteront les moyens que le gouvernement, sans rien perdre de son ressort révolutionnaire, ne puisse tendre à l'arbitraire, favoriser l'ambition, et opprimer ou usurper la représentation nationale.* »

Mais il continue jusqu'à la mort à s'en remettre à cette Convention lâche et versatile, premier brouillon de tous les vices du parlementarisme, que Robespierre, prisonnier de son légalisme de classe, manipule sans oser la défier, et à laquelle il se soumet encore, alors qu'il marche déjà à l'échafaud, après l'avoir débarrassée de la rivalité possible de la Commune révolutionnaire.

Complexe, Saint-Just ? Porteur aussi bien des audaces révolutionnaires les plus extrêmes de la bourgeoisie ascendante, que de ses craintes et ses faiblesses ? Sans doute. Mais c'est déjà autre chose que le paltoquet servi par Wajda.

Les procès

La seule analogie qui résiste, dans Dan-

ton, c'est celle des procès et de leur mécanisme. On a pu voir dans le procès de Danton l'image des procès stalinien de Rajk ou de Slansky. Les procédés, l'amalgame, les faux témoignages, le chantage sont les mêmes.

Mais si cette comparaison-là fonctionne, c'est qu'il y a dans ces procès politiques menés par une justice d'exception, une structure commune.

Le droit se fonde dans le pouvoir. Le pouvoir fait et défait la loi à sa guise. Mais le pouvoir lui-même, d'où tire-t-il sa légitimité ? Du peuple répondrait Fouquier-Tinville. Du prolétariat, répliquerait Vichynski. Tout le problème est là : comment le peuple de 1793, ou le prolétariat de 1936, peuvent-ils être représentés tout d'une pièce dans une juridiction d'exception qui prétend parler en leur nom ?

Ce peuple n'est pas un, mais divers et contradictoire. Ce prolétariat n'est pas un, mais multiple et divisé. Quand Saint-Just réclame des institutions qui limitent l'arbitraire, il s'en rend compte un peu plus tard. Quand Trotsky défend en 1936 le droit à l'existence d'une pluralité de partis dans le système soviétique, il s'en rend compte aussi (après avoir soutenu jusqu'à la fin des années vingt le parti unique). Mais, sitôt qu'on admet le pluralisme, on est bien obligé d'admettre le corollaire : la séparation du droit et du pouvoir. Car si le pouvoir se confond avec le droit, il n'y a plus d'espace légitime pour une opposition intérieure. Toute opposition devient alors complot, généralement télégué de l'étranger.

Marx avait entrevu dans la *Critique du Programme de Gotha*, la survivance du droit formel (du droit en un certain sens « bourgeois ») dans la société de transition au socialisme, aussi longtemps que la pénurie relative ne permettrait pas une distribution en fonction des besoins. Il n'a pas poussé cette idée jusqu'au bout de ses implications, sur le terrain politique et juridique.

L'expérience du stalinisme nous invite pourtant à reconnaître des principes démocratiques du socialisme, qui départment l'exception de la règle, et maintiennent la possibilité de l'erreur non coupable. Sinon, il ne reste plus que l'horrible dilemme de Boukharine, qui est au cœur des procès stalinien : ou bien j'ai raison, et alors mes juges sont des assassins ; ou bien je me trompe, et alors je suis objectivement coupable.

Là où le droit est absorbé par le pouvoir, il n'y a plus de place pour la subjectivité et pour l'erreur...

Daniel Bensaid

Marx vivant

En ce mois de mars 1983 vont fleurir cérémonies et colloques en l'honneur du centième anniversaire de la mort de Marx. A cette occasion, notre revue publie un texte de Marx et d'Engels écrit en 1850, « L'adresse du comité central de la Ligue des communistes à ses membres en Allemagne » qui, sans être oublié, demeure trop peu connu.

C'est le militant pour qui la conquête et le rétablissement de l'indépendance politique de la classe ouvrière est la question décisive, celui qui conclue « l'adresse » par ce cri de guerre, « la révolution en permanence ! », que le lecteur retrouvera ou découvrira. Contre le faux Marx édulcoré et bien sage que l'on s'apprête à célébrer dans certaines chaires universitaires ; contre des partis réformistes qui, quand ils se réclament de Marx, ne le font que pour mieux le trahir en toute quiétude !

Nous reproduisons « l'adresse » en exprimant un mépris déclaré à l'égard d'une intelligentsia versatile et prétentieuse qui se retourne contre Marx pour échapper à la honte de s'être prosternée pendant des années devant Staline et Mao.

Mais surtout, à l'heure de la république de Mitterrand, la reproduction de « l'adresse » dans notre revue est salutaire : contre nos « marxistes » du PCF ou du CERES qui se font les souples et dociles soutiens d'un gouvernement au service de la bourgeoisie ; comme un coup de fouet cinglant l'échine de ceux qui n'ont de cesse de neutraliser les forces du prolétariat, de le ligoter à une politique ennemie pour mieux le livrer pieds et poings liés à ses exploitateurs.

Marx et Engels participèrent à la fondation de la Ligue des communistes. Le mouvement ouvrier ne s'étant pas encore définitivement délimité du mouvement démocratique petit-bourgeois, ils sentent la nécessité d'une théorisation de leurs conceptions : en 1848 paraît « le Manifeste communiste ».

En 1848-49, l'Europe est secouée par un grand mouvement démocratique révolutionnaire à forte composante prolétarienne. En mars 1850, le comité central de la Ligue, exilé à Londres, se réunit pour étudier la situation en Allemagne et pour formuler de nouvelles perspectives. Or, l'analyse de la crise révolutionnaire de

1848-49 montre que, dans la lutte réelle, le mouvement ouvrier ne s'est démarqué du mouvement démocratique petit-bourgeois qu'exceptionnellement. Aussi, Marx et Engels éprouvent-ils le besoin de mettre en garde la Ligue contre un certain nombre d'erreurs opportunistes, précisément dans le domaine des relations entre le prolétariat et la petite bourgeoisie.

Bien qu'écrite dans une perspective erronée (la révolution imminente est une illusion dissipée dès la fin de l'année 1850), « l'adresse » définit avec force le rôle du prolétariat, le rôle de son avant-garde, le principe des alliances, la tactique des élections, la stratégie révolutionnaire.

On ne peut lire « l'Adresse » sans penser à la Commune de Paris et à la Révolution russe de 1917. Pénétrant la logique profonde des affrontements de classes, Marx et Engels annoncent en effet ces grands événements. C'est pourtant grâce à l'expérience d'un premier pouvoir ouvrier en 1871 que Marx achèvera l'élaboration de la stratégie révolutionnaire sur la question de l'Etat (nécessité de briser la vieille machine de l'Etat bourgeois et formes concrètes de la dictature du prolétariat). Quant à la Révolution d'octobre 1917, révolution permanente par l'enchaînement des révolutions bourgeoise et prolétarienne dans un même processus, elle apparaît comme l'aboutissement de « l'Adresse » de 1850. Dans des conditions, il est vrai, profondément modifiées, celles du capitalisme parvenu à son stade impérialiste.

Notre mouvement publia « l'Adresse » dans la revue « Quatrième internationale », n° de janvier-février 1948. Après un long oubli, les éditions en langue étrangère de Moscou ont procédé à sa réédition dans un volume des « Oeuvres choisies de Marx et Engels », au début des années soixante.

Arme pour une politique révolutionnaire, « l'adresse » fut reproduite en France dans « l'Étincelle », bulletin de l'Union des étudiants communistes de Caen, l'un des bastions de la jeune opposition communiste antistalinienne dans ces mêmes années, et bientôt exclue. C'est ce même combat — celui de Marx pour l'indépendance politique de la classe ouvrière — que nous poursuivons en reproduisant ici-même « l'Adresse ».

Marx Engels :

Adresse du comité central de la ligue des communistes à ses membres en Allemagne (1850)

Frères,

Au cours des deux années révolutionnaires 1848-49, la Ligue s'est doublement affirmée ; une fois par le fait que ses membres ont en tous lieux énergiquement pris part au mouvement ; que dans la presse, sur les barricades et les champs de bataille, ils ont été au premier rang du prolétariat, la seule classe vraiment révolutionnaire. La Ligue s'est encore affirmée en ce sens que sa conception du mouvement, telle qu'elle était exposée dans les circulaires des congrès et du comité central de 1847, ainsi que dans le *Manifeste communiste*, est apparue comme la seule vraie ; que les espoirs formulés dans ces documents se sont entièrement vérifiés, et le point de vue sur la situation actuelle, que la Ligue ne propageait auparavant qu'en secret, est maintenant dans la bouche de tous les hommes et est prêché sur la place publique. En même temps, l'ancienne et solide organisation de la Ligue s'est sensiblement affaiblie. Un grand nombre de membres, directement engagés dans le mouvement révolutionnaire, ont cru que le temps des sociétés secrètes était passé et que l'action publique pouvait seule suffire. Certains cercles et communes ont laissé leurs relations avec le comité central se relâcher et s'assoupir peu à peu. Tandis que le parti démocratique, le parti de la petite bourgeoisie, s'organisait de plus en plus en Allemagne, le parti ouvrier perdait son seul appui solide ; c'est tout au plus s'il conservait, dans quelques localités, son organisation pour des buts locaux ; et c'est ainsi que, dans le mouvement général, il est tombé complètement sous la domination et la direction des démocrates petits-bourgeois. Il faut mettre fin à un tel état de choses ; l'indépendance des ouvriers doit être rétablie. Le comité central a compris cette nécessité et c'est pourquoi, dès l'hiver 1848-49, il a envoyé en Allemagne un émissaire, Joseph Moll, afin d'y réorganiser le Ligue. La mission de Moll resta cependant sans effet durable, soit que les ouvriers allemands n'eussent pas acquis à l'époque assez d'expérience,

soit que l'activité de Moll fût interrompue par l'insurrection de mai dernier. Moll prit lui-même le fusil, entra dans l'armée de Bade-Palatinat et tomba le 19 juillet au combat de la Murg. En lui, la Ligue perdait un de ses membres les plus anciens, les plus actifs et les plus sûrs, qui avaient pris une part active à tous les congrès et comités centraux et avait antérieurement déjà accompli avec succès une série de voyages-missions. Après la défaite des partis révolutionnaires d'Allemagne et de France en juillet 1849, presque tous les membres du comité central se sont regroupés à Londres, ont complété leurs rangs par de nouvelles forces révolutionnaires et poursuivi avec une nouvelle ardeur la réorganisation de la Ligue.

La réorganisation ne peut s'opérer que par un émissaire, et le comité central estime éminemment important que l'émissaire parte précisément à cette heure où une nouvelle révolution est imminente, où le parti ouvrier doit se présenter avec le plus d'organisation, le plus d'unité et le plus d'indépendance possible, s'il ne veut pas à nouveau, comme en 1848, être pris à la remorque et exploité par la bourgeoisie.

* * *

Frères, nous vous avons déjà dit, en 1848, que les bourgeois libéraux allemands allaient accéder au pouvoir et tourneraient aussitôt leur puissance nouvellement acquise contre les ouvriers. Vous avez vu comment la chose s'est faite. Ce furent, en effet, les bourgeois qui, après le mouvement de mars 1848, s'emparèrent du pouvoir d'Etat et s'en servirent aussitôt pour refouler tout de suite les ouvriers, leurs alliés de la veille au combat, dans leur ancienne situation d'opprimés. Si la bourgeoisie n'a pu atteindre ce but sans faire alliance avec le parti féodal écarté en mars et sans même, en fin de compte, abandonner à nouveau le pouvoir à ce parti féodal absolutiste, elle s'est du moins assuré des conditions qui, par suite des embarras financiers du gou-

vernement, mettraient enfin tout le pouvoir entre ses mains et lui garantiraient tous ses intérêts, si le mouvement révolutionnaire se trouvait à même, dès à présent, de s'engager dans une évolution dite pacifique. La bourgeoisie n'aurait même pas besoin, pour asseoir sa domination, de se rendre odieuse par des mesures de violence dirigées contre le peuple, toutes ces mesures de violence ayant déjà été exécutées par la contre-révolution féodale. Mais l'évolution ne suivra pas cette voie pacifique. La révolution qui doit la précipiter est, au contraire, imminente, qu'elle soit provoquée par le soulèvement autonome du prolétariat français, ou par l'invasion de la Babel moderne révolutionnaire par la Sainte-Alliance.

* * *

Et le rôle que les bourgeois libéraux allemands ont, en 1848, joué vis-à-vis du peuple, ce rôle si perfide, sera, dans la révolution prochaine, assumé par les petits-bourgeois démocrates, qui occupent actuellement dans l'opposition la même place que les bourgeois avant 1848. Ce parti, le parti démocratique, bien plus dangereux pour les ouvriers que l'ancien parti libéral, se compose de trois éléments :

I. Les fractions les plus avancées de la grande bourgeoisie qui se propose comme but la subversion immédiate et totale du féodalisme et de l'absolutisme. Cette tendance a pour représentants les conciliateurs de Berlin qui préconisaient autrefois le refus de l'impôt.

II. Les petits-bourgeois démocrates-constitutionnels qui ont surtout poursuivi, pendant le dernier mouvement, l'établissement d'un Etat fédéral plus ou moins démocratique, tel que le voulaient leurs représentants, la gauche de l'Assemblée de Francfort et, plus tard, le Parlement de Stuttgart, et aussi eux-mêmes dans leur campagne en faveur d'une Constitution d'empire.

III. Les petits bourgeois républicains dont l'idéal est une république

féderative allemande dans le genre de la Suisse, et qui se donnent aujourd'hui le nom de rouges et de sociaux-démocrates, parce qu'ils se bercent de la douce illusion de supprimer l'oppression du petit capital par le gros capital, du petit bourgeois par le gros bourgeois. Les représentants de cette fraction furent les membres des congrès et comités démocratiques, dirigeants des associations démocratiques, rédacteurs des journaux démocratiques.

Maintenant, après leur défaite, toutes ces fractions s'intitulent républicaines ou rouges, tout comme en France les petits-bourgeois républicains se donnent aujourd'hui le nom de socialistes. Là où, comme au Wurtemberg, en Bavière, etc., la possibilité s'offre encore à eux de poursuivre leurs buts dans la voie constitutionnelle, ils profitent de l'occasion pour s'en tenir à leur ancienne phraséologie et démontrer dans les faits qu'ils n'ont pas le moins du monde changé. Il va de soi d'ailleurs que le changement de nom de ce parti ne modifie nullement son attitude à l'égard des ouvriers, mais prouve simplement qu'il est actuellement obligé de faire front contre la bourgeoisie alliée à l'absolutisme et de prendre appui sur le prolétariat.

Le parti petit-bourgeois démocratique est très puissant en Allemagne, il n'embrasse pas seulement la grande majorité des habitants bourgeois des villes, les petits commerçants industriels et les maîtres-artisans ; il compte parmi ses adhérents les paysans et le prolétariat rural, tant que ce dernier n'a pas encore trouvé d'appui dans le prolétariat autonome des villes.

L'attitude du parti ouvrier révolutionnaire vis-à-vis de la démocratie petite-bourgeoise est la suivante. Il marche avec elle contre la fraction dont il poursuit la chute ; il la combat sur tous les points dont elle veut se servir pour s'établir elle-même solidement.

Les petits-bourgeois démocratiques, bien loin de vouloir bouleverser toute la société au profit des prolétaires révolutionnaires, tendent à modifier l'ordre social de façon à leur rendre la société existante aussi supportable et commode que possible. Ils réclament donc avant tout que l'on réduise les dépenses publiques en limitant la bureaucratie et en reportant les principales impositions sur les grands propriétaires fonciers et les bourgeois. Ils réclament ensuite que la pression exercée par le grand capital sur le petit soit abolie par la créa-

tion d'établissements de crédits publics et des lois contre l'usure, ce qui leur permettrait, à eux et aux paysans, d'obtenir, à des conditions favorables, des avances de l'Etat, au lieu de les obtenir des capitalistes. Ils réclament enfin que, par la suppression complète du système féodal, le régime de propriété bourgeoise soit partout introduit à la campagne. Pour réaliser tout cela, il leur faut un mode de gouvernement démocratique, soit constitutionnel ou républicain, qui leur assure la majorité, à eux-mêmes et à leurs alliés, les paysans, et une autonomie administrative, qui mettrait entre leurs mains le contrôle direct de la propriété communale et une série de fonctions actuellement exercées par les bureaucrates.

Quant à la domination et à l'accroissement rapide du capital, on aura soin de faire obstacle, soit en limitant le droit de succession, soit en remettant à l'Etat autant de travaux que possible. Pour ce qui est des ouvriers, il est avant tout bien établi qu'ils resteront comme avant, des salariés ; mais ce que les petits bourgeois démocratiques souhaitent aux ouvriers, c'est un meilleur salaire et une existence plus assurée ; ils espèrent y arriver soit au moyen de l'occupation des ouvriers par l'Etat, soit par des actes de bienfaisance ; bref, ils espèrent corrompre les ouvriers et briser leur force révolutionnaire en leur rendant leur situation momentanément supportable. Les revendications résumées ici ne sont pas défendues en même temps par toutes les fractions de la démocratie petite-bourgeoise, et rares sont ceux pour qui elles apparaissent dans leur ensemble, comme des buts bien définis. Plus des individus et des fractions vont loin, et plus ils feront leur une grande partie de ces revendications ; et les rares personnes qui voient, dans ce qui précède, leur propre programme, se figureraient avoir ainsi établi le maximum de ce qu'on peut réclamer de la révolution.

Ces revendications toutefois ne sauraient en aucune manière suffire au parti du prolétariat. Tandis que les petits-bourgeois démocratiques veulent terminer la révolution au plus vite et après avoir tout au plus réalisé les revendications ci-dessus, il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été écartées du pouvoir, que le prolétariat ait con-

quis le pouvoir et que non seulement dans un pays, mais dans tous les pays régnant du monde l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour faire cesser dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans leurs mains au moins les forces productives décisives. Il ne peut s'agir pour nous de transformer la propriété privée, mais seulement de l'anéantir ; ni de masquer les antagonismes de classes, mais d'abolir les classes ; ni d'améliorer la société existante, mais d'en fonder une nouvelle. Que la démocratie petite-bourgeoise, au fur et à mesure du développement incessant de la révolution, exerce pour un temps une influence prépondérante en Allemagne, ceci ne laisse subsister aucun doute. Il s'agit donc de savoir quelle sera, à son égard la position du prolétariat et spécialement de la Ligue :

I. Pendant que durera la situation actuelle où les démocrates petits-bourgeois sont également opprimés ;

II. Dans la prochaine lutte révolutionnaire qui leur donnera la prépondérance ;

III. Après cette lutte, aussi longtemps que durera cette prépondérance des démocrates petits-bourgeois sur les classes déchues et sur le prolétariat.

* * *

En ce moment où les petits-bourgeois démocratiques sont partout opprimés, ils prêchent en général au prolétariat l'union et la réconciliation ; ils lui tendent la main et s'efforcent de mettre sur pied un grand parti d'opposition, qui embrasserait toutes les nuances du parti démocratique ; en d'autres termes, ils s'efforcent de prendre les ouvriers au piège d'une organisation de parti où prédomine la phraséologie social-démocrate générale, qui sert de paravent à leurs intérêts particuliers et où, pour ne pas troubler la bonne entente, les revendications particulières du prolétariat ne doivent pas être formulées. Une telle union tournerait au seul avantage des petits-bourgeois démocratiques et absolument tout au désavantage du prolétariat. Le prolétariat perdrait toute sa position indépendante, conquise au prix de tant de peines, et retomberait au rang de simple appendice de la démocratie bourgeoise officielle. Cette union doit donc être repoussée de la façon la plus catégorique. Au lieu de se ravalier une fois encore à servir de claque aux démocrates bourgeois, les ouvriers, et surtout la Ligue, doivent travailler à constituer, à côté des démocrates officiels, une organisation distincte, se-

crète et publique du parti ouvrier, et faire de chaque communauté le centre et le noyau de groupements ouvriers où la position et les intérêts du prolétariat seraient discutés indépendamment des influences bourgeoises. Combien peu les démocrates bourgeois prennent au sérieux une alliance où les prolétaires auraient la même puissance et les mêmes droits qu'eux-mêmes, c'est ce que montrent par exemple les démocrates de Breslau qui, dans leur organe, la *Neue Oder-Zeitung*, attaquent furieusement les ouvriers qu'ils appellent socialistes, groupés en organisations distinctes. S'il s'agit de livrer combat à un adversaire commun, point n'est besoin d'union particulière. Dès qu'il faut combattre directement un tel adversaire, les intérêts des deux partis coïncident momentanément ; et dans l'avenir, comme jusqu'à ce jour, cette alliance prévue simplement pour l'heure s'établira d'elle-même. Il va de soi que dans les conflits sanglants imminents, ce sont surtout les ouvriers qui devront remporter, comme autrefois, la victoire par leur courage, leur résolution et leur esprit de sacrifice. Comme par le passé, dans cette lutte, les petits-bourgeois se montreront en masse, et aussi longtemps que possible, hésitants, indécis, inactifs.

Mais, dès que la victoire sera remportée, ils l'accapareront, inviteront les ouvriers à garder le calme, à rentrer chez eux et à se rendre à leur travail ; ils éviteront les prétendus excès et frustreront le prolétariat des fruits de la victoire. Il n'est pas au pouvoir des ouvriers d'empêcher les démocrates petits-bourgeois d'agir ainsi ; mais il est en leur pouvoir de rendre difficile cette montée des démocrates en face du prolétariat en armes, et de leur dicter des conditions telles que la domination des démocrates bourgeois renferme, dès son origine, le germe de sa déchéance et que son éviction ultérieure par la domination du prolétariat s'en trouve singulièrement facilitée. Il importe surtout que les ouvriers, pendant le conflit et immédiatement après le combat, réagissent autant que faire se peut contre l'apaisement préconisé par les bourgeois et forcent les démocrates à mettre à exécution leurs présentes phrases terroristes. Leurs efforts doivent tendre à ce que l'effervescence révolutionnaire directe ne soit pas une nouvelle fois réprimée aussitôt après la victoire. Il faut, au contraire, qu'ils la maintiennent le plus longtemps possible. Bien loin de s'opposer aux prétendus excès, aux exemples de vengeance populaire contre des individus hais

ou des édifices publics auxquels ne se rattachent que des souvenirs odieux, il faut non seulement tolérer ces exemples, mais encore en assumer soi-même la direction.

* * *

Pendant et après la lutte, les ouvriers doivent en toute occasion formuler leurs propres revendications à côté de celles des démocrates bourgeois. Ils doivent exiger des garanties pour les ouvriers, dès que les bourgeois démocratiques se disposent à prendre le gouvernement en main. Il faut au besoin qu'ils obtiennent ces garanties de haute lutte et s'arrangent en somme pour obliger les nouveaux gouvernants à toutes les concessions et promesses possibles ; c'est le plus sûr moyen de les compromettre. Il faut qu'ils s'efforcent, par tous les moyens et autant que faire se peut, de contenir la jubilation suscitée par le nouvel état de choses et l'état d'ivresse, conséquence de toute victoire remportée dans une bataille de rue, en jugeant avec calme et sang-froid la situation et en affectant à l'égard du nouveau gouvernement une méfiance non déguisée. Il faut qu'à côté des nouveaux gouvernements officiels ils établissent aussitôt leurs propres gouvernements ouvriers révolutionnaires, soit sous forme d'autonomies administratives locales ou de conseils municipaux, soit sous forme de clubs ou comités ouvriers, de façon que les gouvernements démocratiques bourgeois non seulement s'aliènent aussitôt l'appui des ouvriers, mais se voient, dès le début, surveillés et menacés par des autorités qui ont derrière elles toute la masse des ouvriers. En un mot, sitôt la victoire acquise, la méfiance du prolétariat ne doit plus se tourner contre le parti réactionnaire vaincu, mais contre ses anciens alliés, contre le parti qui veut exploiter seul la victoire commune.

Mais, pour pouvoir affronter de façon énergique et menaçante ce parti dont la trahison envers les ouvriers commencera dès la première heure de la victoire, il faut que les ouvriers soient armés et bien organisés. Il importe de faire immédiatement le nécessaire pour que tout le prolétariat soit pourvu de fusils, de carabines, de canons et de munitions et il faut s'opposer au rétablissement de l'ancienne garde nationale dirigée contre les ouvriers. Là où ce rétablissement ne peut être empêché, les ouvriers doivent essayer de s'organiser eux-mêmes en garde prolétarienne, avec des chefs de leur choix, leur propre état-major et sous les ordres non pas

des autorités publiques, mais des conseils municipaux révolutionnaires formés par les ouvriers. Là où les ouvriers sont occupés au compte de l'Etat, il faut qu'ils soient armés et organisés en un corps spécial avec des chefs élus ou en un détachement de la garde prolétarienne. Il ne faut, sous aucun prétexte, se dessaisir des armes et des munitions, et toute tentative de désarmement doit être repoussée, au besoin par la force. Annihiler l'influence des démocrates bourgeois sur les ouvriers, procéder immédiatement à l'organisation propre des ouvriers et à leur armement et opposer à la domination, pour le moment inéluçable, de la démocratie bourgeoise les conditions les plus dures et les plus compromettantes : tels sont les points principaux que le prolétariat et par suite la Ligue ne doivent pas perdre de vue pendant et après l'insurrection imminente.

* * *

Dès que les nouveaux gouvernements se seront quelque peu consolidés, ils engageront immédiatement leur lutte contre les ouvriers. Pour pouvoir alors affronter avec force les petits-bourgeois démocratiques, il faut avant tout que les ouvriers soient organisés et centralisés dans leurs propres clubs. Après la chute des gouvernements existants, le comité central se rendra dès que possible en Allemagne, convoquera sans retard un congrès auquel il soumettra les propositions indispensables concernant la centralisation des clubs ouvriers sous une direction établie au siège du mouvement. La rapide organisation, au moins d'une fédération provinciale de clubs ouvriers, est l'un des points les plus importants pour renforcer et développer le parti ouvrier. La subversion des gouvernements existants aura pour conséquence immédiate l'élection d'une représentation nationale. Ici, le prolétariat doit veiller :

I. A ce qu'un nombre important d'ouvriers ne soient sous aucun prétexte écartés du vote par suite d'intrigues des autorités locales ou des commissaires du gouvernement.

II. A ce que partout, à côté des candidats démocratiques bourgeois, soient proposés des candidats ouvriers, choisis autant que possible parmi les membres de la Ligue, et dont il faudra pour assurer leur élection, utiliser tous les moyens possibles. Même là où il n'y a pas la moindre chance de succès, les ouvriers doivent présenter leurs propres candidats, afin de sauvegarder leur indépendance, de dénombrer leurs

forces et de faire connaître publiquement leur position révolutionnaire et les points de vue de leur parti. Ils ne doivent pas en l'occurrence se laisser séduire par la phraséologie des démocrates prétendant, par exemple, que l'on risque de la sorte de diviser le parti démocratique et d'offrir à la réaction la possibilité de la victoire. Toutes ces phrases ne poursuivent finalement qu'un seul but : mystifier le prolétariat. Les progrès que le parti prolétarien doit réaliser par une telle attitude indépendante sont infiniment plus importants que le préjudice qu'apporterait la présence de quelques réactionnaires dans la représentation populaire. Si, dès le début, la démocratie prend une attitude décidée, et terroriste à l'égard de la réaction, l'influence de celle-ci aux élections sera d'avance réduite à néant.

* * *

Le premier point sur lequel les démocrates bourgeois entreront en conflit avec les ouvriers portera sur l'abolition du régime féodal. Comme dans la première Révolution française, les petits-bourgeois remettront aux paysans les terres féodales à titre de libre propriété ; en d'autres termes, ils voudront laisser le prolétariat rural et former une classe paysanne petite-bourgeoise, qui devra parcourir le même cycle d'appauvrissement et d'endettement croissant, où les paysans français se trouvent encore à l'heure actuelle.

Dans l'intérêt du prolétariat rural et dans leur propre intérêt les ouvriers doivent contrecarrer ce plan. Ils doivent exiger que la propriété féodale confisquée reste propriété de l'Etat et soit transformée en colonies ouvrières que le prolétariat rural groupé en associations exploite avec tous les avantages la grande culture. Par là, dans le cadre des rapports déséquilibrés de la propriété bourgeoise, le principe de la propriété commune va acquérir aussitôt une base solide. De même que les démocrates font alliance avec les cultivateurs, de même les ouvriers doivent faire alliance avec le prolétariat rural. Ensuite, les démocrates chercheront directement soit à instaurer la république fédérative, soit, s'ils ne peuvent éviter la république une et indivisible, à paralyser au moins le gouvernement central en donnant aux communes et aux provinces un maximum d'indépendance et d'autonomie. A l'opposé de ce plan, les ouvriers doivent non seulement poursuivre l'établissement de la république allemande une et indivisible, mais encore d'essayer de réaliser, dans cette république, la centrali-

sation la plus absolue de la puissance entre les mains de l'Etat. Ils ne doivent pas se laisser induire en erreur par tout ce que les démocrates leur racontent de la liberté des communes, de l'autonomie administrative, etc. Dans un pays comme l'Allemagne, où il reste encore à faire disparaître de si nombreux vestiges du Moyen-Age et à briser tant de particularisme local et provincial, on ne saurait en aucune circonstance tolérer que chaque village, chaque ville, chaque province oppose un nouvel obstacle à l'activité révolutionnaire, dont toute la puissance ne peut émaner que du centre. On ne saurait tolérer que se renouvelle l'état de choses actuel qui fait que les Allemands sont obligée, pour un seul et même progrès, de livrer une bataille particulière dans chaque ville, dans chaque province. On ne saurait tolérer surtout qu'une forme de propriété, qui se situe encore derrière la propriété privée moderne avec laquelle, de toute nécessité, elle finit par se confondre, c'est-à-dire la propriété communale avec ses querelles inévitables entre communes riches et communes pauvres, ainsi que le droit du citoyen de l'Etat coexistant avec le droit du citoyen de la commune avec ses chicanes, se perpétue au préjudice des ouvriers, par une réglementation communale soi-disant libre. Comme en France en 1793, la réalisation de la centralisation la plus rigoureuse est aujourd'hui, en Allemagne, la tâche du parti vraiment révolutionnaire (1).

* * *

Nous avons vu comment les démocrates accèdent au pouvoir lors du prochain mouvement et comment ils seront contraints de proposer des mesures plus ou moins socialistes. La question est de savoir quelles mesures y seront opposées par les ouvriers. Il va de soi qu'au début du mouvement les ouvriers ne peuvent encore proposer des mesures directement communistes. Mais ils peuvent :

I. Forcer les démocrates à intervenir, sur autant de points que possible, dans l'organisation sociale existante, à en troubler la marche régulière, à se compromettre eux-mêmes, à concentrer entre les mains de l'Etat le plus possible de forces productives, d'usines, de chemins de fer, etc.

II. Ils doivent pousser à l'extrême les propositions des démocrates qui, en tout cas, ne se montreront pas révolutionnaires, mais simplement réformistes, et transformer ces propositions en attaque directe contre la propriété privée. Si, par exemple, les petits-bourgeois proposent de racheter les chemins de fer et les usines, les ouvriers doivent exiger que ces chemins de fer et ces usines soient simplement et sans indemnités confisqués

par l'Etat en tant que propriété de réactionnaires. Si les démocrates proposent l'impôt proportionnel, les ouvriers réclament l'impôt progressif. Si les démocrates proposent eux-mêmes un impôt progressif modéré, les ouvriers exigent un impôt dont les échelons montent assez vite pour que le gros capital s'en trouve compromis. Si les démocrates réclament la régularisation de la dette publique, les ouvriers réclament la faillite de l'Etat. Les revendications des ouvriers devront donc se régler partout sur les concessions et les mesures des démocrates.

Si les ouvriers allemands ne peuvent s'emparer du pouvoir et faire triompher leurs intérêts de classe sans accomplir en entier une évolution révolutionnaire assez longue, ils ont cette fois du moins la certitude que le premier acte de ce drame révolutionnaire imminent coïncide avec la victoire directe de leur propre classe en France et s'en trouve accéléré.

Mais ils contribueront eux-mêmes à leur victoire définitive bien plus par le fait qu'ils prendront conscience de leurs intérêts de classe, se poseront dès que possible en parti indépendant et ne se laisseront pas un instant détourner — par les phrases hypocrites des petits-bourgeois démocratiques — de l'organisation autonome du parti du prolétariat. Leur cri de guerre doit être : la révolution en permanence !

Londres, mars 1850.

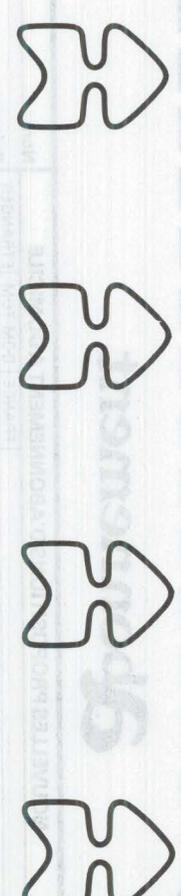
Rédigé par Marx et Engels.

Publié par Engels dans le livre de Marx « Révélations sur le procès des communistes de Cologne » paru à Zurich en 1885.

I. Il faut rappeler aujourd'hui que ce passage repose sur un malentendu. A ce moment-là, il était admis — grâce aux faussaires bonapartistes et libéraux de l'histoire — que la machine administrative centralisée française avait été introduite par la grande Révolution et maniée notamment par la Convention comme une arme indispensable et décisive pour vaincre la réaction royaliste et fédéraliste et l'ennemi extérieur. Mais c'est actuellement un fait connu que pendant toute la révolution, jusqu'au 18 brumaire, l'administration générale des départements, arrondissements et communes se composait d'autorités élues par les administrés eux-mêmes qui, dans le cadre des lois générales de l'Etat, jouissaient d'une liberté complète ; que cette auto-administration provinciale et locale, semblable à ce qui se passe en Amérique, devint précisément le plus puissant levier de la révolution, et cela à un point tel que Napoléon, immédiatement après son coup d'Etat du 18 brumaire, s'empressa de la remplacer par le régime préfectoral encore en vigueur de nos jours, et qui fut dès le début un instrument de réaction. Mais tout aussi peu que l'auto-administration provinciale et locale est en contradiction avec la centralisation politique nationale, tout aussi peu elle est liée nécessairement à cet égoïsme borné cantonal ou communal qui nous choque tellement en Suisse et qu'en 1849 tous les républicains fédératifs de l'Allemagne du sud voulaient établir comme règle en Allemagne.

(Note d'Engels pour l'édition de 1885)

ABONNEMENTS



1. ANNONCES
 2. REQUÊTES
 3. CHANGEMENTS
 4. RÉSILIATIONS
 5. DÉMARCHES
 6. DÉCLARATIONS
 7. DÉMARCHES
 8. DÉMARCHES
 9. DÉMARCHES
 10. DÉMARCHES
 11. DÉMARCHES
 12. DÉMARCHES
 13. DÉMARCHES
 14. DÉMARCHES
 15. DÉMARCHES
 16. DÉMARCHES
 17. DÉMARCHES
 18. DÉMARCHES
 19. DÉMARCHES
 20. DÉMARCHES
 21. DÉMARCHES
 22. DÉMARCHES
 23. DÉMARCHES
 24. DÉMARCHES
 25. DÉMARCHES
 26. DÉMARCHES
 27. DÉMARCHES
 28. DÉMARCHES
 29. DÉMARCHES
 30. DÉMARCHES
 31. DÉMARCHES
 32. DÉMARCHES
 33. DÉMARCHES
 34. DÉMARCHES
 35. DÉMARCHES
 36. DÉMARCHES
 37. DÉMARCHES
 38. DÉMARCHES
 39. DÉMARCHES
 40. DÉMARCHES
 41. DÉMARCHES
 42. DÉMARCHES
 43. DÉMARCHES
 44. DÉMARCHES
 45. DÉMARCHES
 46. DÉMARCHES
 47. DÉMARCHES
 48. DÉMARCHES
 49. DÉMARCHES
 50. DÉMARCHES
 51. DÉMARCHES
 52. DÉMARCHES
 53. DÉMARCHES
 54. DÉMARCHES
 55. DÉMARCHES
 56. DÉMARCHES
 57. DÉMARCHES
 58. DÉMARCHES
 59. DÉMARCHES
 60. DÉMARCHES
 61. DÉMARCHES
 62. DÉMARCHES
 63. DÉMARCHES
 64. DÉMARCHES
 65. DÉMARCHES
 66. DÉMARCHES
 67. DÉMARCHES
 68. DÉMARCHES
 69. DÉMARCHES
 70. DÉMARCHES
 71. DÉMARCHES
 72. DÉMARCHES
 73. DÉMARCHES
 74. DÉMARCHES
 75. DÉMARCHES
 76. DÉMARCHES
 77. DÉMARCHES
 78. DÉMARCHES
 79. DÉMARCHES
 80. DÉMARCHES
 81. DÉMARCHES
 82. DÉMARCHES
 83. DÉMARCHES
 84. DÉMARCHES
 85. DÉMARCHES
 86. DÉMARCHES
 87. DÉMARCHES
 88. DÉMARCHES
 89. DÉMARCHES
 90. DÉMARCHES
 91. DÉMARCHES
 92. DÉMARCHES
 93. DÉMARCHES
 94. DÉMARCHES
 95. DÉMARCHES
 96. DÉMARCHES
 97. DÉMARCHES
 98. DÉMARCHES
 99. DÉMARCHES
 100. DÉMARCHES

Abonnement

NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE	FRANCE		DOM-TOM		ETRANGER	
	400 F	350 F	400 F	450 F	400 F	450 F
1- AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste						
2- INFORMATION DES COLLECTIVITES 48 Rouge + 11 Critique Communiste						
3- SIX MOIS D'EXPERIENCE DEL'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	150 F					
4- CONNAITRE LE MENSUEL COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	140 F		140 F	160 F	160 F	

Nom : _____
 Prénom : _____
 Adresse : _____
 Formule choisie : _____
 Règlement à l'ordre de PEC
 2 rue Richard Lenoir 93108
 Montreuil
 Tél. : 859 00 80

FORMATION

C ET été, comme les années précédentes, la LCR organise des stages de formation politique élémentaire. Ces stages sont ouverts aux camarades sympathisants de la LCR, lecteurs de *Rouge*, toutes celles et tous ceux qui sont intéressés par la politique défendue par la LCR.

- Les dates des stages :
 Stage n° 1 : du 16 au 23 juillet
 Stage n° 2 : du 23 au 30 juillet
 Stage n° 3 : du 30 juillet au 6 août
 Stage n° 4 : du 6 au 13 août

A REMPLIR

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Profession : _____

Lieu d'emploi : _____

Syndicat : _____

Responsabilité syndicale : _____

Stagiaire à la LCR : _____ Age : _____

en contact avec la LCR : _____ Sexe : _____

sans contact avec la LCR : _____

Numéro du stage choisi :

Je viens avec enfant(s), âgés de :

- j'irai en voiture et je dispose de _____ place(s)
 - si c'est possible, j'aimerais profiter d'une place en voiture
 - on peut me téléphoner
- au n° _____
 de _____ h à _____ h

STAGES D'ETE DE LA LCR

● Voici quelques uns des thèmes traités :

- les enjeux de la situation politique actuelle
- la crise du capitalisme
- le mouvement ouvrier : classe, syndicats et partis
- la social-démocratie et le PS
- le stalinisme et le PCF
- la lutte des femmes contre leur oppression
- internationalisme et Internationale
- la révolution en Amérique centrale
- la révolution politique dans les pays de l'Est

● Comment on travaille dans ces stages ?

- des exposés en assemblée générale
- des discussions en petits groupes pour permettre d'approfondir les thèmes abordés
- des « commissions à la carte » pour débattre d'autres sujets que ceux prévus dans le programme
- des heures de lecture, de détente et de loisirs...

Les stages se déroulent dans le Midi, dans la grande région de Toulouse. Le logement se fait en chambres de 2, 3, 4 places. Il est possible de venir en famille. Chaque stage commence le samedi à 19 h avant le repas et se termine le samedi suivant dans l'après-midi.

Le prix est de 700 F tout compris (pension complète et matériel de formation). Une crèche-garderie est organisée durant les sessions de formation du matin et de l'après-midi. Le prix pour les enfants (lit et repas) est de 350 F.

Pour tout renseignement complémentaire, appeler le 859 23 00.

● Pour s'inscrire :

Il suffit de remplir le bulletin ci-contre et d'y joindre 200 F d'arrhes, soit en liquide, soit en chèque à l'ordre de la LCR, ainsi qu'une enveloppe timbrée à votre adresse.

Renvoyez le tout à :
LCR FORMATION ETE 83
2, rue Richard Lenoir
93 108 MONTREUIL

Rectificatif

Dans une note sur le dictionnaire général du surréalisme, signée M.L. et publiée dans le n°15 de *Critique communiste*, « Petr Kral » est accusé d'une « *répugnante trahison posthume de Breton* » pour avoir, dans l'article consacré à Aragon, « *apporté sa pierre à la réconciliation posthume Breton-Aragon* ». En tant qu'auteur de cet article, je tiens à préciser :

1) que je ne m'appelle pas Petr mais Petr ;

2) que, loin d'œuvrer à quelque réconciliation (dont d'ailleurs je rejette l'idée tout à fait explicitement), l'article incriminé parle sans équivoque du « *profil moral peu recommandable* » de l'écrivain, de son « *abandon du surréalisme pour le stalinisme* » et des « *zig-zags et louvoiements de [la] politique* » du PC qu'il a fidèlement suivis.

Une réponse de M.L.

Petr Kral (que je m'excuse d'avoir prénommé Petr) écrit en conclusion de son « rectificatif » : « *je cherche à éviter le dogmatisme sous toutes ses formes. N'est-ce-pas justement pour cela que mon article a déplu dans deux camps opposés ?* » On ne saurait mieux dire : Petr Kral se place à égale distance de la révolution et de la contre-révolution. Petr Kral est « juste milieu », ce qui évidemment expose à recevoir des coups de droite et de gauche : de droite où l'on prétend à des dictionnaires respectueux des valeurs consacrées, auxquelles Aragon appartient désormais, écrits selon l'objectivité, c'est-à-dire l'empesage de la mystification bourgeoise ; de notre côté où l'on accepte aucune ambiguïté, aucun accommodement avec la vérité, par exemple, de considérer le conflit du stalinisme et du surréalisme comme « *un dramatique dialogues de sourds* ».

Petr Kral écrit : « *C'était... pour son ami le plus versatile que l'inflexible Breton avait gardé des traces d'amitié en dépit de conflits d'idées.* » Passons sur le style : un ami pour qui l'on garde des traces d'amitié n'est pas un ami. Mais pour le fond, c'est faux. Et même tempérée, c'est la reprise d'une déjà vieille opération de réconciliation *post mortem*, assez souvent dénoncée par les amis de Breton pour que nul n'ait excusé à y fourrer le petit doigt. Petr Kral a fui le stalinisme ! Bien ! Mais ce qui,

Un critique (celui du *Journal de Genève*) ne s'y est d'ailleurs pas trompé, qui a attaqué cet article, lui, pour des raisons directement opposés à celles de M.L. : à savoir parce qu'il trouvait inconvenant qu'un article de dictionnaire comporte une condamnation morale.

J'ajoute qu'il faut beaucoup de bonne volonté pour me prêter, à l'égard du stalinisme, la moindre sympathie. Si je vis en France depuis 1968, c'est bel et bien parce que j'ai fui le stalinisme — que j'avais connu de près — dès sa réinstallation, à Prague, en août de cette année. Encore aujourd'hui, du reste, je cherche à éviter le dogmatisme sous toutes ses formes. N'est-ce-pas justement pour cela que mon article a déplu dans deux camps opposés ?

Petr Kral

comme Breton, nous sépare d'Aragon, ce n'est pas des conflits d'idées, mais un fleuve de sang des meilleurs des nôtres.

Enfin, écrire qu'Aragon « *représente objectivement (objectivement !) une destinée exemplaire* » ne peut se justifier, même par l'équivoque.

Michel Lequenne

PS. Petr Kral nous écrit aussi que l'article sur le surréalisme publié dans le même numéro de *Critique communiste* « *contient, entre autres inexactitudes, une série de faux renseignements sur le Tchèque Zavis Kalandra. Contrairement à ce qu'affirme l'auteur, Kalandra n'était ni dirigeant du PC, ni dirigeant trotskyste, ni surréaliste. Il n'était que journaliste et historien qui, après son exclusion du PC, n'a rallié aucune force politique précise.* » Quant au surréalisme de Kalandra, poursuit Petr Kral, « *il ne correspond qu'à un article sur les Vases communicants et à la participation de Kalandra, en tant qu'intellectuel du Parti, à des discussions qui avaient le surréalisme pour sujet.* »

Pas dirigeant communiste mais journaliste, soit. Mais trotskyste, il l'a ouvertement été, bien que pas membre de notre organisation de l'époque en Tchécoslovaquie. Enfin, pas surréaliste : *mea culpa*. Mais ami des surréalistes. Breton ne mentait en le rappelant à Eluard.

Erratum

N° 15, article « le surréalisme et nous », p. 20, 1° col. 2° para — la citation de la Main à Plume, doit se lire : « *Nous nous refuserons toujours à fuir la poésie pour la réalité, mais nous refuserons toujours aussi de fuir la réalité pour la poésie.* »

Ernest Mandel

INTRODUCTION
AU
MARXISME



Introduction au marxisme

Ernest Mandel

Troisième édition française revue et augmentée 42 FF TTC

Cette « Introduction au marxisme » est le fruit d'une longue expérience pédagogique. Elle pose avec une clarté exceptionnelle les fondements de la théorie marxiste : le matérialisme historique, la théorie économique marxiste, l'histoire du mouvement ouvrier et les problèmes de stratégie et de tactique du mouvement ouvrier à notre époque, y sont abordés, de façon concrète et vivante, sans que soit jamais sacrifiée la rigueur théorique nécessaire à pareil ouvrage.

C'est donc un instrument tout à fait indispensable pour toutes celles et tous ceux qui souhaitent connaître les bases de la théorie marxiste et accéder ainsi à une compréhension profonde de la société dans laquelle ils vivent et luttent.

« La victoire de la révolution socialiste mondiale, l'avènement d'une société sans classes, confirmeront en pratique la validité de la théorie marxiste », écrit Ernest Mandel. C'est aussi à cet objectif que voudrait contribuer cet ouvrage.

cahiers du féminisme

N° 23 février/mars 83 15F

ASSEZ DE DISCOURS DES ACTES

Quatrième Internationale

janvier - février - mars 1983

SOMMAIRE

EDITORIAL :
Relève de la garde au Kremlin..... 3

Doug Jenness
Notre continuité politique avec le Bolchevisme..... 17

Ernest Mandel
Défense de la révolution permanente..... 83

NOTES DE LECTURE :
Alexandre Zimine : *Le stalinisme et son « socialisme réel »*.....
Jacques Rupnik : *Histoire du Parti communiste tchécoslovaque*..... 127

ABONNEMENTS : 1 an, 4 NUMEROS

FRANCE
Ab. ordinaire 70 francs français
Ab. soutien 140 francs français
Chèques à l'ordre de :
P.E.C.
2, rue Richard Lenoir
93100 MONTREUIL
FRANCE

AUTRES PAYS
Ab. ordinaire 500 francs belges
Ab. soutien 1 000 francs belges
Par avion 600 francs belges
Mandats, virements, chèques pour le
compte CGER n° 001-1020473-12 de
Quatrième Internationale
29, rue Plantin
1070 BRUXELLES
BELGIQUE